

UMP:
déferlement
médiatique
du candidat
Sarkozy

Page B 1



DestiNation:
le défi de
mobiliser
les jeunes et
les minorités

Page A 3

www.ledevoir.com

LE DEVOIR

Vol. CV N° 214

LE DEVOIR, LE LUNDI 22 SEPTEMBRE 2014

1,13 \$ + TAXES = 1,30 \$

Des réfugiés privés d'aide sociale ?

Le projet de loi d'un député
conservateur d'arrière-ban
sème l'inquiétude

MARIE VASTEL

Correspondante parlementaire
à Ottawa

S'il en va du souhait d'un député conservateur d'arrière-ban, la loi canadienne pourrait être modifiée pour permettre aux provinces de priver d'aide sociale les réfugiés nouvellement arrivés. Un changement qui inquiète grandement les groupes de soutien aux réfugiés, qui en ont assez de voir les conservateurs ostraciser ces immigrants.

En vertu de la loi actuelle qui régit les transferts d'Ottawa en matière de programmes sociaux, les provinces ne peuvent imposer « aucun délai minimal de résidence » aux personnes qui souhaitent bénéficier de l'assistance sociale. Or, le député conservateur Cornéliu Chisu a déposé discrètement en avril dernier un projet de loi d'initiative privée qui modifierait cette condition de la loi fédérale.

Le projet de loi C-585 propose de préciser quelles catégories de personnes ne pourraient pas se voir refuser l'aide sociale pendant un certain temps: les citoyens canadiens, les résidents permanents, les victimes de la traite de personnes séjournant au Canada avec un permis temporaire et les demandeurs d'asile acceptés au pays et en attente de leur résidence permanente. C'est donc dire que tous les autres (demandeurs d'asile fraîchement arrivés, ou ceux dont la demande a été refusée mais qui ne peuvent être renvoyés dans leur pays trop dangereux ou car leur situation est un cas humanitaire) pourraient ne plus avoir droit à l'assistance sociale le temps d'un délai (non précisé) imposé par leur province. Chacune serait libre de modifier, ou non, ses critères d'admissibilité à l'aide sociale.

« S'il y a un délai, c'est à l'arrivée que ça fait mal », résume Janet Dench, directrice du Conseil canadien pour les réfugiés. « Quelqu'un qui fuit au Canada, qui arrive avec rien dans ses poches, c'est exact- »

VOIR PAGE 8 : RÉFUGIÉS

POINT CHAUD

L'influence d'un livrel

Le salut des presses
universitaires est-il dans
le numérique et la gratuité ?

STÉPHANE BAILLARGEON

Le livre s'intitule *Pratiques de l'édition numérique* et, avec un titre pareil, il aurait vraiment été paradoxal de le publier à l'ancienne, sur du bon vieux papier. L'ouvrage dirigé par Marcello Vitali-Rosati et Michaël Eberle-Sinatra est même offert gratuitement, en ligne, afin de bien prendre acte de la révolution dont il traite.

Le lancement d'automne des Presses de l'Université de Montréal (PUM) se fait ce lundi soir, à la Société des arts technologiques, symbole de plus de la mutation en cours. Les PUM et la Direction des bibliothèques de l'UdeM offrent deux autres nouveautés gratuitement (*L'intercultural au Québec et Aménagement du paysage urbain 2003-2013*) et sept titres du catalogue en libre accès. L'univers multilingue de l'édition savante bascule à son tour dans la dématérialisation.

« Nous avons dépassé la période de l'observation du numérique: nous passons au stade des projets pilotes et des réalisations concrètes pour bien mesurer l'impact de ce nouveau monde sur notre vieux monde », dit Antoine Del Busso, directeur des PUM. *L'heure est grave. On sait que le secteur du livre ne va pas particulièrement bien. Les libraires*

VOIR PAGE 8 : LIVREL

Le cinéma détrôné par les séries

Les nouvelles habitudes des Canadiens changent le paysage audiovisuel, selon une étude

ODILE TREMBLAY

Seulement 5% des films sont vus au grand écran, contre 93% à la maison, selon une étude effectuée auprès d'amateurs de séries télévisées et de cinéma au Canada.

En outre, les téléseries ont désormais la préférence (59%) par rapport aux films, qui n'atteignent plus que 41% des habitudes de consumma-

tion. Les séries, consommées dans le creux du cocon domestique, à l'unité ou en rafale, grugent le terrain traditionnellement dévolu au cinéma. Meilleures qu'avant, surtout les américaines, plus nombreuses, plus courtes, plus malléables, elles trônent en majesté.

Telles sont quelques-unes des données recueillies dans un rapport financé par Téléfilm, la SO-DEC et le Fonds des médias du Canada, daté du

21 juillet dernier, dont *Le Devoir* a obtenu copie.

La firme Ad hoc recherche a été mandatée afin de recueillir en avril dernier des commentaires émanant de huit groupes de discussion à Montréal, Sherbrooke, Toronto et Vancouver. But de l'opération: aider le secteur audiovisuel canadien à mieux comprendre et à mieux cibler les clientèles

VOIR PAGE 8 : CINÉMA

CLIMAT: MONTRÉAL, NEW YORK, MÊME COMBAT



ANNIK MH DE CARUFEL LE DEVOIR

Des milliers de personnes ont pris part à un grand rassemblement pacifique à Montréal, dimanche, en écho à une gigantesque marche tenue à New York, où doit s'ouvrir mardi le Sommet de l'ONU sur le climat. Des manifestations ont aussi été organisées dans 158 pays pour dénoncer l'inaction des gouvernements.

De grandes marches contre la surdité des États

LISA-MARIE GERVAIS

Ils ont été des milliers dans plusieurs villes de partout dans le monde à prendre la rue dimanche pour dénoncer l'inaction des gouvernements dans le dossier des changements climatiques. A deux jours du Sommet de l'ONU sur le climat, l'occasion était belle pour tenter de faire pression sur les dirigeants mondiaux qui s'y réuniront mardi à New York, soit 120 chefs d'État au total, ce qui constitue un record. Le premier minis-

tre canadien, Stephen Harper, brillera toutefois par son absence, ayant délégué à l'événement le ministre de l'Environnement, Leona Aglukkaq.

Avec 100 000 manifestants qui ont pris part à la « marche du peuple pour le climat », la Grosse Pomme était d'ailleurs la ville hôte du plus important événement, qui se voulait une mobilisation historique, soit la plus importante depuis la conférence sur le climat de Copenhague en 2009.

Avec fanfares, fleurs géantes et des slogans appelant aux actes plutôt qu'aux paroles, des di-

zaines de milliers de personnes, célébrités, hommes politiques, militants, étudiants ou États-Uniens ordinaires ont donc marché, portant l'ob-

VOIR PAGE 8 : MARCHES

Lire aussi • Le Fonds vert pour le climat joue son avenir à New York, Page A 4

L'éditorial de Guy Taillefer: Agitations chinoises. Page A 6

AUJOURD'HUI



Sur la route • Le principal transporteur interurbain du Québec, Orléans Express, pourrait mettre fin à ses activités, faute de rentabilité. Page B 5



Avis légaux..... B 6
Décès..... B 2
Météo..... B 5
Mots croisés..... B 5
Petites annonces..... B 2
Sudoku..... B 4

ACTUALITÉS

PROJET DE LOI SUR LES SYNDICATS

Les conservateurs accusés de vouloir museler le Sénat

JOAN BRYDEN
à Ottawa

Les sénateurs conservateurs tentent de réduire la durée des débats entourant les projets de loi d'initiative privée, alors que la Chambre haute s'apprête à relancer les discussions sur un projet controversé qui forcerait les syndicats à dévoiler les détails de leurs dépenses.

La concordance des deux décisions fait dire à certains que le gouvernement Harper vise à accélérer l'adoption du projet de loi C-377 par le Sénat, évitant l'examen en profondeur qui avait poussé des sénateurs, dont 16 conservateurs, à en retirer les aspects les plus controversés lorsqu'il est parvenu pour la première fois à la Chambre haute.

En juin 2013, les sénateurs avaient renvoyé C-377, présenté par le député conservateur Russ Hiebert, aux Communes avec plusieurs amendements. Les détracteurs du projet de loi le qualifiaient d'anticonstitutionnel, d'antidémocratique et arguaient qu'il constituait une invasion de la vie privée.

Cependant, le premier ministre Harper a prorogé la Chambre avant que les Communes puissent examiner les amendements. Selon les règles qui régissent le nouveau dépôt d'un projet de loi déjà déposé avant une prorogation, C-377 est ainsi de retour à la Chambre haute sous sa forme originale.

Peu de tentatives ont été faites pour faire progresser ledit projet de loi au cours de la dernière année, mais le sénateur conserva-

teur Jean-Guy Dagenais a signalé qu'il relancerait les débats cette semaine. Au même moment, un comité majoritairement composé de conservateurs a publié un rapport recommandant que les projets de loi d'initiative parlementaire soient soumis à un temps d'échanges limité, une recommandation allant à l'encontre de la tradition voulant que cette pratique ne s'applique qu'aux affaires gouvernementales. Les conservateurs n'ont qu'à utiliser leur majorité au Sénat pour adopter le rapport et mettre fin aux débats de durée illimitée sur les projets de loi d'initiative parlementaire.

Selon James Cowan, le leader de l'opposition au Sénat, l'intérêt ravivé des conservateurs envers C-377 et la décision simultanée visant à limiter le temps de débat sur de tels projets de loi «sont deux points que l'on pourrait raisonnablement relier». Le retour du projet de loi survient également deux mois après le départ du Sénat de Hugh Segal, qui avait mené la charge conservatrice contre celui-ci la dernière fois.

Un porte-parole du sénateur Claude Carignan, le leader du gouvernement au Sénat, soutient que le changement apporté aux règles «ne vise aucunement à limiter le débat», mais servira plutôt à éviter qu'un seul sénateur ne monopolise le débat indéfiniment. «Nous croyons que les projets de loi doivent aller de l'avant, faire l'objet d'un débat, et, éventuellement, d'un vote, y compris le projet C-377», a indiqué Sébastien Gariépy par courriel.

La Presse canadienne



La marche de samedi, à Montréal, a réuni des dizaines de milliers de personnes issues notamment des groupes syndicaux.

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

RÉGIMES DE RETRAITE

Les syndicats appellent à la solidarité contre l'austérité

Une grande manifestation pour dénoncer la réforme des régimes de retraite des employés municipaux et les mesures d'austérité du gouvernement Couillard a regroupé des dizaines des milliers de personnes issues notamment de groupes syndicaux, communautaires et de retraités samedi à Montréal. «Il va falloir que l'on se serre tous les coudes... On a le pouvoir de foutre le bordel s'ils viennent voler nos conditions de travail», a lancé Marc Ranger, porte-parole de la Coalition syndicale pour la libre négociation, qui organisait la marche.

M. Ranger croit que le mouvement d'opposition va rapidement s'élargir lorsque la population constatera l'ampleur des compressions envisagées par le gouvernement. Il signale que la multiplication d'informations voulant, entre autres choses, que l'on songe à sabrer le régime de congés parentaux, à augmenter le coût des services de garde, à abolir les agences de santé et à fermer des conservatoires de musique et d'art dramatique, représentent autant de mesures qui auront des effets néfastes dans l'ensemble de la société.

M. Ranger a notamment re-

proché au premier ministre et à ses ministres de l'Éducation et de la Santé de faire preuve d'hypocrisie dans ces négociations. «Actuellement, le véritable objectif du gouvernement, c'est de réduire nos conditions de travail négociées depuis 30 ans dans le monde municipal. Au ministre [Pierre] Moreau et aux trois médecins qui sont au gouvernement, et qui se croient tout permis, je veux qu'on envoie un message très clair», a déclaré M. Ranger lors d'un discours devant la foule, entraînant des applaudissements nourris et des cris d'enthousiasme.

«C'est important, ce que nous

sommes en train de faire. Aujourd'hui, [le mouvement] s'élargit avec toutes les grandes centrales qui se joignent à nous, parce que ce que le gouvernement est en train de faire, c'est d'abord y aller avec le projet de loi 3, mais aussi de lancer plusieurs ballons d'essai.»

De son côté, le président de la FTQ, Daniel Boyer, a rappelé que le mouvement visait à obtenir des négociations «sans être encarcené, sortir du carré de sable que le gouvernement veut nous imposer».

La Presse canadienne

Terrorisme : le projet de loi sur la révocation des passeports inquiète

Un avocat spécialisé dans les droits de la personne s'inquiète d'un projet de gouvernement fédéral qui aurait pour objectif de retirer le passeport canadien de citoyens soupçonnés de voyager à l'étranger dans le but de se joindre à des groupes extrémistes.

Le ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration du Canada a confirmé qu'il «révoque et refuse les passeports de ceux qui se rendent à l'étranger pour prendre part à des activités terroristes».

Lorne Waldman, directeur de l'Association canadienne des avocats et avocates en droit des réfugiés (ACAADR), craint que le gouvernement se serve de ses pouvoirs de façon arbitraire. M^e Waldman compare cette pratique à la liste canadienne d'interdiction de vol qui, selon des groupes de promotion des libertés civiles, va à l'encontre du droit à l'application régulière de la loi.

Dans le cas d'une révocation du passeport, M^e Waldman affirme qu'il existe des recours juridiques permettant aux gens d'en appeler de telles décisions. Mais il devrait y avoir une garantie que le ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, Chris Alexander, fasse un usage juste de son pouvoir.

Trop large

«Le Décret sur les passeports donne le droit au ministre de refuser des passeports s'il existe des craintes au chapitre de la sécurité nationale», a expliqué M^e Waldman, dimanche. C'est très vague et très large, et le ministre de-

«C'est très vague et très large, et le ministre devra le justifier d'une manière ou d'une autre»

Lorne Waldman, directeur de l'ACAADR

«Il faut le justifier d'une manière ou d'une autre.»

La mesure survient au moment où augmentent les inquiétudes relatives au potentiel de terrorisme d'origine intérieure. Un rapport de Sécurité publique Canada, dévoilé le mois dernier, rapportait qu'il y avait environ 130 personnes soupçonnées de participer à des activités liées au terrorisme à l'étranger au début de 2014. Quelque 30 personnes ayant des liens au Canada étaient soupçonnées d'activités terroristes en Syrie.

Dans une déclaration acheminée par courriel, Kevin Menard, porte-parole du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration, a déclaré que le gouvernement «adopte une position ferme contre le terrorisme». «Nous allons abolir la citoyenneté et saisir les passeports des gens qui tentent de faire du mal à notre pays», a-t-il ajouté.

La Presse canadienne

La fin du courrier à domicile décriée par un groupe de défense des handicapés

Le Regroupement des activistes pour l'inclusion au Québec (RAPLIQ) est à son tour monté aux barricades pour dénoncer l'idée d'installer des boîtes postales communautaires. La présidente de cette organisation vouée à la défense des personnes handicapées, Linda Gauthier, s'insurge de ce changement qui a été annoncé en décembre 2013.

Pour faire valoir son point de vue, la présidente du RAPLIQ a accepté de participer à un point de presse conjoint avec le président de la section locale de Montréal du Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes, Alain Duguay, tenu à Montréal dimanche après-midi.

En 2013, Postes Canada avait indiqué que, dans un horizon de cinq ans, les tiers des ménages recevant habituellement leur

courrier à domicile devrait désormais le récupérer dans une boîte postale communautaire.

Pour M^{me} Gauthier, cette modification, qui s'inscrit dans un plan plus large de rationalisation, est carrément inacceptable. Elle explique que pour ceux, qui peinent à se déplacer en raison de limitations physiques ou intellectuelles, ce changement représentera tout un casse-tête.

Autonomie

Cette femme atteinte de sclérose en plaques, qui circule en fauteuil roulant en permanence depuis 2001, entrevoit déjà les problèmes qui se poseront pour les gens se trouvant dans une situation comparable à la sienne. Elle n'hésite pas à citer son exemple personnel lorsqu'elle traite des défis à venir pour ce segment de la population. Linda

Gauthier soutient qu'elle va «peut-être apercevoir la boîte communautaire à partir de sa fenêtre, mais que s'il y a juste trois, quatre centimètres de neige sur le trottoir, [elle ne sera] pas en mesure de s'y rendre».

Elle s'inquiète du fait qu'elle sera éventuellement obligée d'attendre le retour de son conjoint au terme de chaque journée de travail pour avoir accès à ses lettres et colis personnels et professionnels. M^{me} Gauthier se soucie de «devoir être toujours à la remorque de quelqu'un d'autre» qui se rendra à sa place à la boîte communautaire. Elle affirme qu'elle a déjà «perdu beaucoup en devenant handicapée» et qu'elle n'a pas du tout envie d'être privée d'un service qui favorise son autonomie.

La Presse canadienne

J'AURAI VOULU
ÊTRE UNE MÈRE
AVOIR CAMILLE

EN THÉRAPIE II
CE SOIR 22H
TV5

ACTUALITÉS

Notre pain quotidien



JEAN-FRANÇOIS NADEAU

Dans le ciel tendu de gris d'un dimanche de pluie, quoi de mieux à faire que l'épicerie? De bon matin, je venais de pêcher du poisson dans un comptoir et je naviguais à vue au milieu d'îlots d'agrumes lorsque, par habitude, j'ai relevé les messages enfouis dans les profondeurs de mon téléphone, afin de m'assurer de la position très relative que j'occupe au milieu des brumes de la condition humaine.

«Le Devoir m'appelle», lit-on sur le plastique protecteur qui habille mon portable, un des rares bidules publicitaires que s'est offerts mon journal, comme s'il avait besoin de me rappeler que je suis déjà bien dressé à lui répondre. Peu importe l'heure ou l'endroit, j'ai pris cette mauvaise habitude, moi aussi, de réagir en tout temps à mes messages.

En Allemagne, Andrea Nahles, ministre du Travail social-démocrate du gouvernement d'Angela Merkel, a annoncé son souhait de voir promulguer une loi qui vise à diminuer globalement le stress en interdisant l'envoi de courriels autant que de coups de téléphone professionnels en dehors du cadre strict des heures de travail.

La ministre s'appuie sur l'avis d'experts pour affirmer qu'*«il y a une corrélation indiscutable entre une disponibilité excessive et le développement de maladies psychiques»*. Des universitaires allemands soutiennent en effet que trop peu de temps de repos est accordé, ce qui conduit à des problèmes de santé.

Il est déjà illégal en Allemagne de contacter des employés en dehors des heures de travail. Des fleurons de l'industrie allemande, comme Volkswagen et BMW, ont même développé d'eux-mêmes des politiques internes restrictives pour le contact des employés qui ne sont pas formellement au travail. Le constructeur Mercedes a fait installer sur les ordinateurs de ses employés une application qui permet de détecter si des messages leur sont relayés en dehors de leurs horaires.

Il fut un temps où tous les regards étaient tournés vers les travaux d'Hans Selye, ce chercheur de l'Université de Montréal à qui la médecine doit l'explication des mécanismes du stress. Jusqu'à sa mort en 1982, le monde entier se passionnait pour ses travaux, ses livres, ses entretiens. Il me vient à son sujet l'image de Pierre Falardeau qui avait refusé la commande de tourner un documentaire à sa gloire sous le prétexte très amusant que cela le stressait trop!

Toujours est-il que c'est à mon épicerie habituelle, par un dimanche de pluie, que j'ai appris, dans l'esclavage des communications auquel je me soumetts, que mon amie Maïté souffre d'un cancer du sein.

«Lors d'une première chirurgie, on m'a enlevé deux tumeurs et on a prélevé deux ganglions, les premiers de la chaîne ganglionnaire, afin de voir s'ils contenaient des cellules cancéreuses. Malheureusement pour moi, les deux ganglions étaient infectés, ce qui indique que le cancer a commencé à se répandre.» Ces jours-ci, il lui faut donc subir une nouvelle opération avant d'amorcer une chimiothérapie.

Pour l'instant, à part quelques inforts liés à la première intervention, rien. «Je ne me sens pas malade du tout.» Elle ne souffre pas, sinon des réflexions qu'elle se fait sur la maladie. «Le plus dur, c'est vraiment l'attente.» La trentaine bien vivante, elle craint notamment que les traitements tuent en elle le désir.

J'ai continué de faire mon marché en la textant, en la lisant. «C'est une maladie fantôme. Elle est là, mais je ne la sens pas, je ne la vois pas.»

L'ombre qui voile soudain sa vie risque pourtant de l'emporter dans le noir. Maïté n'en est pas moins serène, très terre à terre dans son approche du cancer. Elle fait confiance à des spécialistes. Elle n'obéit pas aux élanes que commandent ces charlatans qui, depuis toujours, veulent vous faire croire qu'une maladie est d'abord une affaire psychologique liée à vos comportements, à la morale.

Devant le cancer, nous réagissons encore d'une bien curieuse façon. Le cancer est sans cesse présenté comme un envahisseur, un ennemi qui n'appartient pas au droit fil de la vie. Cette énigme non résolue, nous en parlons comme s'il s'agissait d'une bataille militaire à livrer alors qu'elle est surtout l'expression par excellence d'une fragilité et d'une vulnérabilité dont nous nions la place dans nos existences.

Le cancer du sein en particulier s'apparente de plus en plus à une opération de mobilisation idéologique sans précédent où l'on s'encourage à livrer une lutte au nom de corps conçus comme des machines tout juste bonnes à nous obéir. Dans l'incapacité chronique de mettre un terme à ce récit préfabriqué, l'image du cancer envisagé comme une guerre totale n'est peut-être, après tout, que l'expression profonde de notre superficialité devant la mort.

À la caisse de mon épicerie, dans le corridor étroit où, à défaut de toute autre nourriture intellectuelle, on ne m'offre toujours que des aïereries imprimées en série, j'ai posé mes achats un à un, tout en continuant de texter Maïté. Au fond de mon chariot, je n'ai pas trouvé mes sacs recyclés. Les avais-je échappés en parcourant une rangée?

De retour à la maison, parmi mes provisions, je découvre trois pains industriels à la mie douteuse et d'autres produits que j'évite aussi d'ordinaire. Il m'a fallu un moment pour comprendre que j'avais pris en chemin, sous le choc de la nouvelle reçue, un autre panier que le mien. En mangeant cette semaine une part de mon stress sous forme de mauvais pain, je sais déjà que je ne vais pas arrêter de songer à Maïté.

jfn@ledevoir.com



ANNIK MH DE CARUFEL LE DEVOIR

Pour donner un nouveau souffle à la cause souverainiste, le mouvement indépendantiste devra arriver à mobiliser les jeunes et les communautés culturelles.

DESTINATION

Premier pas pour un grand chantier

PHILIPPE ORFALI
DAPHNÉE HACKER-B.

Le rassemblement pour l'indépendance «DestiNation» se voulait un «nouveau départ» pour l'option souverainiste, mais les organisateurs de l'événement admettaient eux-mêmes, dimanche, qu'énormément de travail reste à faire pour rallier les jeunes Québécois et les Québécois issus des communautés culturelles à la cause.

Au théâtre de l'Olympia où étaient réunies près de 800 personnes afin de repenser le projet d'indépendance, samedi et dimanche, les têtes grises étaient bien plus nombreuses que les jeunes indépendantistes et les communautés culturelles se faisaient bien discrètes.

Selon Martine Desjardins, ex-leader étudiante et porte-parole de DestiNation, les 40 ans et moins représentaient un tiers des participants. «C'est déjà beaucoup! Je crois que les jeunes souverainistes sont nombreux, ils ne viennent juste pas forcément à ce type d'événement. C'est petit pas par petit pas qu'on va les motiver à s'impliquer», a-t-elle estimé, soulignant leur participation active aux différents panels.

Un constat partagé par Jason Brochu-Valcourt, vice-président du Conseil de la souveraineté du Québec (CSQ) et trésorier du Nouveau Mouvement pour le Québec (NMQ), les deux organisations à l'origine de DestiNation. «Il y avait des gens de tous horizons, et oui, ça incluait des jeunes. Les jeunes travaillent le week-end, et ça se déroulait tôt. On a fait de gros efforts, on continue de les faire», a-t-il assuré.

Campagne permanente

La série de propositions adoptée dimanche afin de revigorer le mouvement servira de point de départ à la rédaction d'un plan d'action pour l'indépendance, qui comprendrait la rédaction d'une constitution québécoise et la mise sur pied d'une cam-



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

De nombreux éminents souverainistes ont participé à l'événement, dont Bernard Landry et les ex-ministres Pierre Courchesne et Stéphane Bédard.

« Je crois que les jeunes souverainistes sont nombreux, ils ne viennent juste pas forcément à ce type d'événement. C'est petit pas par petit pas qu'on va les motiver à s'impliquer. »

Martine Desjardins, porte-parole de DestiNation

pagne permanente de promotion de l'indépendance. L'assemblée a aussi résolu d'«élargir le soutien à l'indépendance aux Québécois de toutes les origines», un constat qui s'imposait après des élections marquées par le débat sur la Charte de la laïcité. «C'est très clair qu'il y a un travail à faire de ce côté-là, a indiqué M. Brochu-Valcourt. On va travailler avec acharnement. Il faudra aller au-delà des questions identitaires, parler par exemple d'environnement ou d'économie» pour porter le projet d'un Québec indépendant.

Dimanche, la journée s'est amor-

cée par la diffusion attendue d'une déclaration de Jacques Parizeau. La souveraineté se fera par la voie de l'action politique et c'est le Parti québécois qui est le mieux placé pour y parvenir, a-t-il insisté au cours de ce discours d'une demi-heure, préenregistré.

Parizeau prône l'unité

Le regard perçant, le verbe résolu, l'ex-chef péquiste a incité les souverainistes à se scruter attentivement dans le miroir. «La relance du mouvement passe par une redéfinition claire de ce que l'on veut», a affirmé M. Par-

zeau, âgé de 84 ans. Il appelle les indépendantistes à se rallier au PQ plutôt qu'à Québec solidaire ou Option nationale. «Tout ça ne [fait] que renforcer l'éparpillement des votes. [...] Il nous faut un parti du monde ordinaire. Notre chance n'est pas dans la division, elle est dans l'harmonie», a-t-il dit, invitant le PQ à «redevient le parti de ses membres», un énoncé accueilli par une pluie d'applaudissements. «On ne peut considérer les membres comme de la main-d'œuvre pour coller des enveloppes ou lancer des messages sur les médias sociaux», a-t-il tonné.

En réaction à cet appel à l'unité, la co-porte-parole de Québec solidaire, François David, croit que l'idée d'une éventuelle «bannière» pourrait éviter, par exemple, de diviser le vote souverainiste dans une élection future. «On ne peut cacher que, pour l'instant, la méfiance entre les partis est grande, il y a une confiance mutuelle à établir», explique-t-elle.

Le chef par intérim du PQ, Stéphane Bédard, a reconnu que les différents partis «devront mettre de l'eau dans leur vin» s'ils veulent former une quelconque alliance.

Organisé par le NMQ et le CSQ, l'événement a également été l'occasion de dévoiler le nouveau nom du Conseil, qui changera pour celui d'Organisations unies pour l'indépendance (OUI) du Québec. Le OUI deviendrait le principal organisme de coordination de «l'action du mouvement indépendantiste de la société civile», et c'est lui qui sera chargé de mettre en œuvre le plan d'action imaginé au cours des derniers jours. Le nouveau nom et les résolutions doivent être adoptés le 29 novembre prochain lors de l'assemblée générale annuelle du CSQ.

Le Devoir

D Voir Le discours intégral de Jacques Parizeau, diffusé lors de l'événement DestiNation. Sur LeDevoir.com

CAQ: l'animateur François Paradis candidat dans Lévis

Lévis — Après Gérard Deltell et Nathalie Roy, La Coalition avenir Québec (CAQ) a recruté un autre personnage médiatique.

Le chef de la CAQ, François Legault, a annoncé dimanche que l'animateur François Paradis sera le candidat qui défendra les couleurs de son parti dans le cadre de l'élection partielle devant avoir lieu dans Lévis, le 20 octobre prochain.

Cette circonscription était représentée par le député caquiste démissionnaire Christian Dubé, un des ténors de la CAQ qui a choisi de quitter la politique pour œuvrer à la Caisse de dépôt et placement du Québec.

François Paradis, qui a notamment animé plusieurs émissions d'affaires publiques à la télévision, explique que sa décision de se lancer en politique active est «un prolongement de sa carrière et de son cheminement de vie». Il souligne avoir été à l'écoute des citoyens lors de son parcours professionnel, et que, dorénavant, il «ne veut plus seulement les écouter, mais aussi

être à leur service».

François Legault estime que l'addition de François Paradis à son équipe ajoute beaucoup de profondeur au caucus caquiste, et à la représentation caquiste de la grande région de Québec.

Libéral et solidaire

M. Paradis connaît d'ores et déjà certains de ses adversaires. Le Parti libéral du Québec a choisi de miser sur Janet Jones, une conseillère municipale de Lévis, pour défendre ses couleurs le 20 octobre. Le premier ministre Philippe Couillard a défendu sa candidature en affirmant, jeudi, que si les électeurs choisissent de faire confiance à M^{me} Jones, elle ne se contenterait pas de traverser le Saint-Laurent pour venir faire du tourisme à Québec. Il a déclaré que, dans une pareille éventualité, elle va se présenter à l'Assemblée nationale «pour que les dossiers avancent avec l'équipe du gouvernement».

Du côté de Québec solidaire, le candidat re-

tenu est le docteur Yv Bonnier Viger.

Ce dernier avait déjà tenté de se faire élire lors du scrutin général du 7 avril 2014, mais il avait alors dû se contenter de recevoir l'appui d'environ 6% des électeurs lévisiens ayant choisi de se prononcer.

Le député de Québec solidaire dans la circonscription de Mercier, Amir Khadir, espère qu'une proportion plus importante de citoyens se rangeront derrière M. Bonnier Viger le mois prochain.

En entrevue à La Presse canadienne, M. Khadir a martelé que «la seule chance pour les Québécois de voir les choses changer de manière substantielle, c'est d'arrêter de voter par réflexe» pour la personne qui semble avoir la «plus grande chance de gagner au départ».

Quant au Parti québécois, il n'avait toujours pas dévoilé l'identité de son candidat ou de sa candidate dimanche et prévoyait le faire lundi.

La Presse canadienne

ACTUALITÉS

L'ancien maire Jean Doré atteint d'un grave cancer

L'ancien maire de Montréal Jean Doré souffre d'un cancer du pancréas. Agé de 69 ans, M. Doré a appris qu'il était atteint de ce cancer pratiquement incurable il y a trois semaines, alors qu'il n'avait eu aucun signe avant-coureur de cette maladie. En entrevue au *Journal de Montréal*, il affirme accepter avec résignation «le fait qu'il va mourir». Il dit vouloir profiter du temps qu'il lui reste à vivre, avec sa famille et ses amis. Jean Doré a été maire de Montréal de 1986 à 1994.

La Presse canadienne

Vieux-Montréal: incendie dans un édifice patrimonial

Un incendie dans un bâtiment patrimonial du Vieux-Montréal a forcé l'évacuation d'une centaine de personnes samedi. Des flammes ont pris naissance au dernier étage de l'édifice du 55 de la rue Saint-Paul, près du boulevard Saint-Laurent. L'immeuble, construit au XIX^e siècle, accueille aujourd'hui des commerces et des appartements. Les flammes se sont propagées jusqu'à la toiture, et le panache de fumée, très dense, était visible sur une bonne distance. L'enquête pour déterminer la cause de l'incendie s'annonce longue, puisque le bâtiment est situé dans un secteur touristique, avec des rues étroites, ce qui complique l'accès.

La Presse canadienne

Nucléaire: obstacles américains en vue pour un site canadien

Michigan — Un sénateur américain a présenté une résolution pressant le gouvernement Obama de s'opposer à un plan visant à enfouir des déchets radioactifs à près d'un kilomètre du lac Huron, en Ontario. Un groupe d'experts fédéral canadien en est actuellement à l'étape des audiences à propos d'un projet pour enfouir des déchets nucléaires faiblement et moyennement contaminés provenant de centrales dans des chambres en pierre à plus de 600 mètres sous la surface. Pour les détracteurs, la protection du lac ne peut être garantie, d'autant plus que le matériel demeurera radioactif pendant des milliers d'années. La résolution du sénateur américain Carl Levin demande au président et au secrétaire d'État de travailler avec leurs homologues pour éviter qu'un site de stockage permanent de déchets nucléaires ne soit construit dans le bassin des Grands Lacs.

Associated Press

Les 12 marins turcs quittent le Québec

Sorel-Tracy — Les douze marins turcs contraints de vivre dans le port de Sorel-Tracy depuis cinq mois ont enfin pu rentrer en Turquie dimanche. Ces hommes, qui se trouvent depuis avril dernier sur le navire *Phoenix Sun* sur lequel ils devaient effectuer des travaux, ont été abandonnés à leur sort par leur employeur qui ne leur a payé aucun salaire. Une mobilisation des citoyens, avec en tête le maire de Sorel-Tracy, Serge Péloquin, a permis de recueillir plus de 10000\$ afin de venir en aide aux marins. De son côté, le transporteur aérien Air Transat leur a offert le voyage vers Istanbul, en Turquie. Transports Canada a saisi le cargo pour l'empêcher de quitter le port et pour forcer le propriétaire en faillite à remplir ses obligations.

La Presse canadienne

Les États-Unis, eldorado des études universitaires

Le Canada et son système d'éducation font bonne figure auprès des parents dans le monde

LISA-MARIE GERVAIS

Le Canada a-t-il le meilleur système d'éducation au monde? C'est ce que croient une majorité de Canadiens interrogés dans une vaste étude, bien que ce ne soit pas nécessairement l'avis des autres pays sondés qui ont plutôt jeté leur dévolu sur celui des États-Unis.

Selon cette récente enquête réalisée par la banque londonienne HSBC, la moitié (51%) des 4500 parents interrogés dans 15 pays (une liste qui comprend des pays industrialisés, comme l'Australie et le Royaume-Uni, mais aussi d'autres dits émergents, comme le Mexique et Singapour) a dit considérer les États-Unis comme étant l'un des trois meilleurs endroits pour étudier. Les pays émergents sont d'ailleurs les plus nombreux à plébisciter de la sorte le système américain, de même que ceux d'autres pays occidentaux, comme le Royaume-Uni et l'Allemagne, et ce, même si les coûts globaux annuels des études y

Économies et inquiétudes

– 89% des parents interrogés veulent que leurs enfants aillent à l'université
– 51% auraient voulu commencer plus tôt à économiser pour les études de leurs enfants
– 38% disent que prendre des décisions au sujet de l'éducation de leur enfant est une source d'inquiétude

sont les plus élevés.

Ces pays en émergence valorisent beaucoup l'éducation et sont d'ailleurs les plus enclins à payer pour les études de leurs enfants, préférant souvent les envoyer au privé, là où c'est plus cher, ou dans des établissements offrant une grande qualité d'éducation à fort prix. Selon l'étude de HSBC, 58% des 15 pays sont en accord avec l'idée voulant que payer pour éduquer son enfant est le meilleur investissement qui soit. Les plus convaincus sont les Brésiliens (79%), les Chinois (77%), les Turcs (75%) et l'Indonésiens (75%). Au Canada, seulement 54% des parents se sont dits en

accord avec cette assertion.

Christian Blanchette, doyen de la Faculté d'éducation permanente de l'Université de Montréal, n'en est pas surpris. «Il y a plus de valorisation chez ces pays émergents, en développement. Les gens veulent avoir une mobilité sociale, et l'un des moyens de l'atteindre est de faire de bonnes études et d'aller là où elle est de qualité. De ce fait, ils sont à même de considérer le sacrifice de payer davantage pour leurs études», a-t-il analysé.

Le Canada en 4^e position

Faisant néanmoins bonne figure, le Canada arrive en

4^e position pour la qualité perçue de son éducation, le Brésil allant même le placer au 3^e rang de sa liste des meilleurs systèmes. «Dans les grands classements internationaux d'universités, qui se basent sur les productions de recherche et la réputation, les universités américaines comme Harvard [se classent très bien], mais c'est surtout parce qu'elles sont une grande marque. Il est extrêmement difficile de les faire bouger de rang. Il y a une importante inertie dans ces classements», fait remarquer M. Blanchette. Le Royaume-Uni parvient toujours à classer quelques-unes de ses universités dans le top 10 et, malgré tout, elles n'ont pas d'emblée la cote comme les américaines, ajoute-t-il.

Mais il soutient que «l'université moyenne au Canada est certainement de très grande qualité» et rappelle que, bon an mal an, 5 ou 6 universités canadiennes réussissent à se hisser parmi les 100 meil-

leurs au monde, sur environ 15 000 établissements. «Ce n'est pas rien», dit-il.

D'ailleurs, les Canadiens semblent avoir eux-mêmes une haute estime de leur système d'éducation puisqu'ils le placent en tête de liste pour sa qualité, suivi de ceux des États-Unis et du Royaume-Uni. Dans cette étude, rares sont les pays non occidentaux, comme la Turquie, la Chine ou Taiwan, qui valorisent leur système d'éducation. Christian Blanchette ne s'étonne pas de cette tendance. «Les diplômés universitaires du premier monde sont très bien vus ailleurs», a-t-il soutenu. «Nous sommes aussi une destination universitaire, [mais peut-être] pas aussi bien développée que les États-Unis ou la France à certains égards.» Selon les statistiques du Bureau canadien de l'éducation internationale, le Canada serait la 7^e destination du monde en popularité pour les étudiants étrangers.

Le Devoir



MANAN VATSYAYANA AGENCE FRANCE-PRESSE

Un jeune garçon traverse un nuage provoqué par la combustion de déchets, en Inde.

Le Fonds vert pour le climat joue son avenir au sommet de New York

GILES HEWITT

à Incheon, Corée du Sud

Le Fonds vert pour le climat (FVC), mécanisme financier de l'ONU dépourvu de moyens, joue son avenir au sommet de New York où les pays les plus riches devront démontrer leur engagement à aider les plus pauvres sur la voie du développement durable.

Décidé à Copenhague fin 2009, le FVC, dont le siège est à Séoul, a été officiellement créé en 2010 par les accords de Cancun. Son conseil exécutif compte 24 membres, la moitié représentant les pays développés et l'autre, les pays en développement. Ses caisses sont quasiment vides alors que l'objectif est de mobiliser 100 milliards de dollars par an d'ici à 2020, engagement de 2009 des pays industrialisés pour aider les pays vulnérables à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre (GES) et à s'adapter aux effets du réchauffement.

Seule l'Allemagne a annoncé une contribution significative, 1 milliard de dollars. «Nous attendons que d'autres pays profitent du sommet pour montrer l'exemple en annonçant leurs contributions au fonds», déclare sa directrice, la Tunisienne Hela Cheikhrouhou. Les premiers en-

CO₂: l'humanité rate sa cible

Au rythme actuel, l'humanité aura épuisé dans 30 ans son «quota» restant d'émissions de CO₂ pour limiter à 2°C le réchauffement planétaire d'ici à la fin du siècle, ont averti des experts dimanche. Publié à deux jours d'un sommet de l'ONU sur le climat, le rapport annuel du Global Carbon Project (GCP) chiffre à 2,3% l'augmentation en 2013 des émissions de dioxyde de carbone. Après avoir atteint un record de 36 milliards de tonnes de CO₂ l'an dernier, elles devraient encore augmenter de 2,5% cette année, selon le réseau international de scientifiques. «Avec les taux actuels [2014], le «quota» restant avant de dépasser les 2°C de réchauffement sera épuisé dans environ 30 ans», dit le rapport. «Les émissions globales requerraient une réduction continue et sans équivalent d'environ 7% par an pour qu'on ait une chance raisonnable de rester à l'intérieur du «quota», a dit de son côté Glen Peters du Centre de recherche international sur l'environnement et le climat d'Oslo.

gagements, comme celui de l'Allemagne ou ceux [espérés] à New York, sont très importants pour créer la confiance.»

Il a fallu plus de trois ans pour fixer le mode de fonctionnement du fonds, ce qui a suscité impatience et irritation, reconnaît M^{me} Cheikhrouhou.

Le FVC vise le transfert de fonds des pays les plus développés vers les plus vulnérables pour lutter contre les effets des changements climatiques et soutenir les projets pouvant diminuer les émissions de GES ou faire reculer la déforestation.

En clair, il s'agit de convaincre les pays pauvres ou émergents que les impératifs de préservation de l'environnement et de lutte contre le réchauffement climatique sont compatibles avec

la croissance socio-économique.

Le FVC dispose actuellement de 55 millions de dollars, une somme dérisoire alors que la responsable climat de l'ONU, Christiana Figueres, avait escompté une capitalisation de départ de 10 milliards de dollars avant la fin de l'année. Les pays en voie de développement demandaient 15 milliards.

La communauté internationale s'est en effet donné comme objectif de conclure en 2015 un accord universel, contraignant et ambitieux sur les réductions de GES. «Le fonds doit servir à convaincre les pays qu'ils seront soutenus [financièrement] s'ils signent l'accord», souligne Hela Cheikhrouhou.

Agence France-Presse

EBOLA

La Sierra Leone découvre des dizaines de nouveaux cas chez les confinés

La Sierra Leone a achevé dimanche son confinement, opération hors norme contre l'épidémie d'Ebola qui a permis de découvrir de nouveaux morts, tandis que le Liberia a promis de quadrupler le nombre de lits devant l'afflux de malades.

En Sierra Leone, où 562 personnes ont déjà été tuées, les six millions d'habitants étaient assignés à domicile dimanche, pour le troisième et dernier jour d'un confinement sans précédent.

Dans la région ouest qui comprend la capitale Freetown, l'opération a permis de recenser «22 nouveaux cas» et «les équipes mortuaires ont enterré entre 60 et 70 corps ces deux derniers jours».

Nouveaux lits au Liberia

De son côté, le Liberia, de loin le pays le plus touché avec plus de 1450 morts, a annoncé qu'il allait porter d'ici fin octobre de 250 à 1000 le nombre de

lits pour soigner les malades à Monrovia, capitale aux capacités sanitaires largement dépassées. «On refuse les patients [...] parce qu'il n'y a pas de place. C'est pourquoi le gouvernement va faire de son mieux pour disposer de 1000 lits afin de pouvoir accueillir tous les patients», a déclaré le ministre de l'Informa-

tion, Lewis Brown. «De cette façon, nous mettrons fin à la propagation parce que ceux qu'on refuse retournent dans leurs communautés, où ils peuvent infecter d'autres personnes», a-t-il ajouté.

Dans le comté de Montserrado, qui inclut Monrovia, l'OMS avait indiqué qu'il y avait un besoin urgent de 1000 lits pour les malades d'Ebola. Une unité de 150 lits devait être ouverte dimanche dans la banlieue de Duala, dans l'ouest de la capitale.

Les derniers chiffres de l'OMS montrent que le Liberia a enregistré 2710 cas, mais ces données datent d'une semaine, et les services de santé de la capitale ont indiqué avoir fait face à un énorme afflux de patients au cours des derniers jours.

Agence France-Presse

PHYSIQUE QUANTIQUE

De l'information téléportée sur 25 kilomètres

Genève — Pour la première fois, des physiciens sont parvenus à téléporter l'état quantique d'un photon sur une longueur de 25 kilomètres, annonçait une équipe genevoise de scientifiques dans la revue *Nature Photonics* dimanche.

«L'expérience, réalisée au sein du laboratoire du professeur Nicolas Gisin, constitue une première, et pulvérise simplement l'ancien record de six kilomètres établi il y a dix ans par la même équipe de l'Université de Genève [Unige]», indique cette dernière dans un communiqué.

Popularisée par la science-fiction et faisant penser à *Star Trek*, la téléportation quantique ne permet pas, du moins en l'état actuel de la connaissance scientifique, d'envoyer un transfert d'objets usuels et encore moins d'être humains.

Cette technique devrait à l'avenir néanmoins trouver des applications intéressantes, notamment dans le domaine des télécommunications et du cryptage informatique sur Internet, selon les

experts qui espèrent, qu'à terme, la téléportation quantique permette de garantir qu'une information envoyée d'un émetteur vers un récepteur parvienne à destination sans être interceptée.

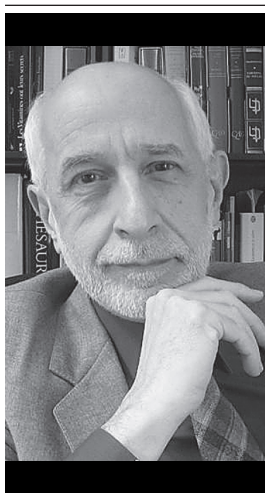
L'expérience

Dans le cadre de l'expérience réalisée à l'Unige, les physiciens ont pris deux photons issus d'une même source.

L'un de ces deux photons a été propulsé le long d'une fibre optique, alors que l'autre a été envoyé dans un cristal, sorte de dispositif de stockage de l'information du photon. Le premier photon se trouvant dans la fibre optique, à 25 kilomètres de son frère jumeau, a ensuite été percuté par un troisième photon.

Les scientifiques ont ensuite constaté que l'information contenue dans le troisième photon est parvenue à se frayer un chemin au sein du cristal, sans que les deux photons jumeaux se soient directement rencontrés.

Agence France-Presse



Congédié ?

Voyez

François Gendron
avocat

LL.L., M.A., Ph.D.

Vieux Montréal 514.845.5545

Résultats des tirages du : 2014-09-20	
649 04 10 20 23 27 45 48 compl. Prochain gros lot (approx.) : 7 000 000 \$ + 1 LOT GARANTI DE 1 000 000 \$ 16918950-01	49 01 23 26 35 43 47 34 compl. Extra 0935157
Résultats des tirages du : 2014-09-19	
MAX 04 07 08 10 16 20 36 compl. (27)	Extra 1417131
Prochain gros lot (approx.) : 15 000 000 \$	

En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

SOCIÉTÉ

#CHRONIQUEFD

La confiance



FABIEN
DEGLISE

Il ne faut surtout pas se fier aux apparences, en général et dans les univers numériques en particulier, peut-on de plus en plus affirmer aujourd'hui.

Une jeune Néerlandaise dans la vingtaine, Zilla van den Born pour la nommer, vient en effet d'apporter de l'eau au moulin des sceptiques et autres pourfendeurs du tout à l'ego numérique en menant durant 42 jours une expérience troublante sur le réseau social Facebook: elle s'y est exposée sans retenue, tout en commentaires, en photos, en vidéo, couleurs et détails, en vacances dans les décors inspirants de l'Asie du Sud-Est. Temple bouddhiste. Plongée en apnée. Cuisine exotique. Chambre avec vue... Tout y était.

Seul petit problème, physiquement, elle se trouvait bien tranquille chez elle, à Amsterdam, en train d'orchestrer une grande supercherie, criante de vérité, de photos trafiquées, de décors forcés et d'égoportraits, qui, sans ses aveux, n'aurait jamais été mise au jour par ses «amis» numériques.

Le subterfuge a fonctionné, au grand bonheur de la jeune Zilla, qui s'est lancée dans cette aventure dans le cadre d'un travail universitaire, résume le *New York Times* dans ses bonnes feuilles dématérialisées, et ce, afin de démontrer que ce que l'on trouve sur Facebook ne témoigne pas toujours de la réalité, au risque même de sombrer parfois dans le leurre.

Réel magnifié pour esquiver la vérité, destin manipulé à dessein, réalité pervertie par un filtre ou par une volonté de travestir pour manipuler, le phénomène en ligne n'est pas nouveau. Mais il semble de plus en plus titiller les *aficionados* de ces nouveaux modes d'échanges, de communication et d'obsession qui, après s'être empiffrés de tous les fruits de la modernité, commencent à avoir des aigreurs d'estomac et du coup à vivre une petite crise de confiance.

Pas dans ma cour

Les réactions qui ont accompagné le dévoilement il y a quelques jours d'un portrait paradoxal de quelques parents de la Silicon Valley, épicerie des mutations sociotechnologiques, donnent sans doute le ton de cette perplexité ascendante face au présent et ses nombreux travers. Le journaliste spécialisé Nick Bolton y brossait le quotidien de plusieurs parents de cette région du globe, des très célèbres et très engagés dans la révolution en cours, comme le défunt Steve Jobs d'Apple, Chris Anderson qui fait dans le drone ou encore Evan Williams, fondateur de Twitter et de Blogger, qui ont tous un point commun: chez eux, ils tiennent leurs enfants éloignés des outils technologiques et services en ligne qu'ils mettent — ou ont mis — au monde dans les dernières années. Parents 2.0 pour enfants 1.0.

Un peu comme un éleveur de poulets qui affirmerait ne pas faire manger les volatiles qu'il élève à sa progéniture, la série d'aveux a le don de semer un doute raisonnable sur cette technologie qui s'est immiscée massivement dans le quotidien de l'*homo consumus*, depuis quelques années, amenant avec elle et avec les nouveaux usages qu'elle induit, des travers, des effets pervers qui ne semblent pas avoir échappé à ceux et celles qui sont aux premières loges de ces innovations.

Surveillance, rapport obsessionnel à l'objet connecté, communication faussée, parfois agressive, intimidation, dépendance... Chez les Williams, on a un remède à l'angoisse: il n'y a pas de machines connectées pour les enfants. Que des livres imprimés sur du papier. À quelques encablures de San Francisco. Pas banal. Des iPad: ils n'en veulent pas pour leurs enfants. On comprend.

La crise

Après l'ubiquité, la vitesse, l'interconnexion constante avec l'autre, la confiance pourrait bien devenir le prochain enjeu de taille dans des univers numériques où la méfiance, alimentée par les révélations-chocs d'un Snowden, les tromperies, les réalités déformées, se fait de plus en plus sentir. Tiens, jeudi dernier, à écouter les réseaux sociaux en Écosse, le «oui» était sur le point de l'emporter, avec 54% des suffrages, ont même établi des chercheurs britanniques après une analyse fine du bla-bla sur Twitter. On connaît la suite: une victoire des unionistes avec 55,3% des voix pour le «non» à l'indépendance.

Crise de confiance. Apple l'a admis à mot voilé la semaine dernière en annonçant, pour retrouver l'amour de ses fidèles un peu déçus par la marque et son attitude un brin liberticide, qu'elle n'allait plus collaborer aussi facilement avec la police et dévoiler des informations personnelles contenues dans ses nouveaux iPhone et iPad. En gros, l'empire de la pomme utilise désormais une clé de cryptage qui ne lui permettrait plus de contourner le mot de passe d'un usager et d'accéder à ses données. Même sur ordre d'un tribunal. Le nouveau dispositif fonctionne sur son nouveau système d'exploitation iOS 8, mais pas sur les précédents, où la confiance ne devrait plus régner trop longtemps après cet aveu.

Sur son site Web, Apple expose sa nouvelle politique avec fierté. L'argument commercial est surchargé sans finesse d'ailleurs, à une époque où les géants de la techno sont accusés de servir le pouvoir politique et répressif et de trahir leurs usagers. Mais bien sûr, comme des photos de vacances en Thaïlande épinglées sur un mur virtuel, il n'est pas mauvais de se demander si tout ça n'est pas une autre imposture.

Sur Twitter: @FabienDeglise



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

L'engouement pour la vie à la campagne se vérifie notamment par la hausse des inscriptions aux programmes agricoles des cégeps, comme à celui de Victoriaville où le nombre d'inscriptions a presque triplé dans le programme Gestion et technologies d'entreprise agricole, profil Production légumière et fruitière biologique.

Prendre la clé des champs

De plus en plus de citoyens embrassent la profession de maraîcher

ÉMILIE FOLIE-BOIVIN

Il y a dix ans, quand elle avait sa garderie, si on avait dit à Amélie Sarrasin qu'elle reprendrait un jour des études — en agriculture! —, elle aurait éclaté de rire. Cette citadine a déjà habité à la campagne en France, mais elle n'aurait jamais pu imaginer le virage qui l'attendait une fois terminées ses études de trois ans en Gestion et technologies d'entreprise agricole, à l'Université McGill.

«De plus en plus de gens de la ville caressent cet idéal de vivre à la campagne, en se disant que la vie serait plus facile, remarque cette mère seule avec trois enfants. La vie dans une petite ferme maraîchère, ce n'est pas seulement regarder de beaux légumes qui poussent au soleil, ce sont des semaines de travail de 80 heures!»

Lucide, Amélie embrasse malgré tout les risques de ce nouveau métier. En plus des bénéfices que la campagne peut avoir pour des enfants vivant avec une déficience intellectuelle, Amélie Sarrasin a l'environnement à cœur et une volonté de changer le monde par l'alimentation. Elle est consciente des bienfaits d'une agriculture soutenue par la collectivité, à l'instar de nombreux «néofermiers non apparentés». C'est ainsi que le milieu appelle ces nouveaux fermiers qui ne viennent pas d'une famille d'agriculteurs et qui amorcent un retour à la terre.

Au Cégep de Victoriaville en particulier, cet engouement pour la terre chez les néofermiers est remarqué. Le nombre d'inscriptions a doublé, presque triplé, dans la technique Gestion et technologies d'entreprise agricole, profil Production légumière et fruitière biologique. Si bien que le cégep n'a eu d'autre choix que de contourner le profil cette année. Une première depuis sa création, en 1987.

Alors que la majorité des étudiants du profil Élevage proviennent d'une lignée d'agricul-

teurs, ce n'est pas le cas de la plupart des étudiants du profil en fruits et légumes, explique Ghislain Jutras, un enseignant au programme de Victoriaville.

«Le maraîchage est une bonne porte d'entrée pour s'établir, explique celui qui accompagne les jeunes pendant dix mois dans les fermes du campus. Surtout que plusieurs maraîchers ont montré qu'ils peuvent très bien gagner leur vie sur des terres de moins de dix hectares.»

La révolution du Jardinier maraîcher

L'élève modèle n'est nul autre que Jean-Martin Fortier, auteur et producteur à échelle humaine.

«Son livre, *Jardinier maraîcher*: Manuel d'agriculture biologique sur petite surface, a soulevé toute une passion, se rappelle Isabelle Joncas, chargée du projet du Réseau fermiers de famille chez Équiterre. Quand le livre est sorti, notre téléphone n'a pas dérangé de gens qui étaient prêts à lancer leur ferme.»

Pour le moment, Équiterre ne remarque pas une augmentation tangible. Le Réseau s'enrichit chaque année d'une dizaine de nouvelles fermes de famille membres, en majorité des nouveaux projets de néofermiers non apparentés. Une stabilité tout à fait normale, estime M^{me} Joncas, puisque l'effet du livre de Jean-Martin Fortier prendra du temps avant d'avoir un impact sur le nombre de membres d'Équiterre, le temps que les néofermiers fassent leurs classes au cégep.

Mais l'engouement est là. L'association des Marchés publics du Québec, qui accueille surtout les produits de fermes à échelle humaine, est passée de 65 à 100 marchés publics entre 2008 et 2014 et s'est enrichie d'une quinzaine de nouveaux marchés publics cette année.

Ce changement de cap, Pascal Thériault, de l'Université McGill, le relie à une tendance plus large. «Dans les émissions de cuisine à la télé,

on ne montre plus seulement des recettes, on parle désormais de la provenance de la nourriture, explique le chargé de cours du programme Gestion et exploitation d'entreprise agricole. Il y a un réel intérêt, pas seulement pour ce qu'on mange, mais pour comment ce qu'on mange est produit.» Sur les 43 admissions cette année au programme collégial de l'Université McGill, 5 étudiants n'ont aucun lien avec le monde agricole, ce qui est cinq fois plus qu'il y a cinq ou dix ans, estime l'enseignant.

Du rêve à l'entreprise

À ses élèves qui entrent aux études en majorité vers 17 ou 18 ans, Pascal Thériault enseigne la comptabilité agricole. Son rôle est de rappeler à ces néophytes (tout comme aux enfants d'agriculteurs) que l'agriculture reste une entreprise et exige d'avoir un côté entrepreneur. En somme, de briser la vision idéalisée un peu «grano» de l'agriculture durable qu'ont les jeunes en démarrage. «C'est très noble, mais si on ne fait pas un sou, ce ne sera pas soutenable longtemps. Et c'est long avant d'accepter ce bout-là. Ultimement, il faut qu'on puisse en vivre et que la flamme continue à brûler sans se brûler soi-même.»

Derrière ce retour à la terre, il y a un réel désir d'échapper à la frénésie de la société de consommation, de retourner à des bases plus réalistes. À ce que devrait être la vie au quotidien. De se déconnecter du bruit.

À court ou moyen terme, Amélie Sarrasin ne pense pas «paqueter» ses petits pour déménager en milieu rural. «J'ai quand même besoin de la ville», dit l'étudiante, qui souhaite entreprendre un projet de ferme éducative en ville ou lancer une petite production maraîchère. Les idées ne manquent pas. «C'est vrai que je recherche ce fameux retour aux sources. Quand je travaille la terre, je ne pense à rien d'autre qu'au moment présent. Et c'est une chose de plus en plus difficile à trouver de nos jours.»

Le Devoir

Arctique, le mystère des peuples disparus

Il y a 700 ans, une culture entière semble avoir disparu de l'Arctique: les Dorsets, le dernier des peuples anciens de la région.

Avant les habitants actuels de l'Arctique, dont les Inuits et les Cris, il y avait eu depuis environ 5000 ans d'autres cultures, regroupées sous le terme général de «paléo-esquimaux». On connaît un peu les Dorsets à travers leurs artefacts découverts dans le Grand Nord canadien et le Groënland. Ont-ils été progressivement poussés à l'extinction par l'avancée des ancêtres des Inuits, ou se sont-ils assimilés à eux?

Une analyse génétique de 169 échantillons de cheveux et de dents (récoltés au Groënland, au Canada et en Sibérie) publiée en août dans la revue *Science* par une équipe internationale fait pencher la balance vers une extinction, et pas progressive du tout. Le portrait qui

se dégage est plutôt celui d'une population qui a migré de la Sibérie vers l'Amérique en une seule fois, qui aurait vécu en isolement pendant 4000 ans, avant de disparaître en un laps de temps aussi court qu'un siècle. Ils n'auraient pas de descendants parmi les peuples actuels de l'Arctique.

«Si ça se confirme, ça serait une surprise», explique au *New York Times* le biologiste de l'évolution, Eske Willerslev, de l'Université de Copenhague, au Danemark. «Parce que chaque fois que des peuples se rencontrent, nous découvrons des preuves d'échanges sexuels entre eux.» Les découvertes génétiques des dernières années autour des Néandertaliens en sont l'exemple le plus connu.

Que leur est-il donc arrivé? À défaut d'une machine à voyager dans le temps, on peut se tourner vers la génétique: si les ancêtres des

paléo-esquimaux sont bel et bien arrivés en Amérique il y a environ 5000 ans, par une seule migration, cela suggère une plus faible variété génétique. Or, la biologie dit qu'une faible variété génétique signifie plus de vulnérabilité à une épidémie par exemple, ou à un changement brusque dans le climat.

Mais ce sont des hypothèses. Les chercheurs espèrent mettre la main sur des squelettes plus anciens, autant en Amérique qu'en Sibérie, qui permettront d'avoir une idée plus juste de l'évolution de ces génomes à travers les millénaires. En attendant, la recherche dans *Science* nourrit l'imaginaire: même le fait d'avoir survécu près de 5000 ans dans les conditions les plus hostiles de la planète ne garantit pas votre survie à long terme.

Agence Science-Press

ÉDITORIAL

ENVIRONNEMENT

Agitations chinoises

Les conséquences écologiques du tout-à-la-croissance du PIB créent de plus en plus de tensions sociales en Chine. La population prend manifestement la mesure des enjeux écologiques que soulève le développement économique du pays. S'ouvre dans ce contexte, mardi à New York, un énième sommet sur les changements climatiques. Les plus hautes instances du pouvoir chinois n'ont pourtant pas jugé utile de s'y rendre.

Les manifestations pro-environnement sont au cœur des mouvements de contestation sociale en Chine. La vérité ne circulant pas en ce pays avec la plus grande fluidité, les observateurs et les correspondants décodent autant qu'ils affirment. On sait néanmoins que les manifestations contre l'installation d'usines polluantes en milieu urbain se sont comptées par centaines l'année dernière.

Lun des principaux dénominateurs communs de ces manifestations est l'opposition soulevée par la construction en grand nombre d'incinérateurs à déchets. Les Chinois produisent annuellement plus de 360 millions de tonnes d'ordures ménagères, une quantité qui croît de 8% par année. Environ la moitié de ces déchets sont à l'heure actuelle déversés dans des sites d'enfouissement, 12% sont brûlés et 10% sont utilisés comme fertilisants. En 2011, la Chine a annoncé la construction sur cinq ans de 300 incinérateurs dotés d'installations de transformation des déchets en énergie. À terme, l'objectif est que 30% de tous les déchets soient brûlés dans ces incinérateurs.

Il y a une semaine, de 10 000 à 20 000 personnes ont manifesté contre un projet d'incinérateur dans le district de Bulou, dans la province de Guangdong. Une vingtaine de manifestants ont été arrêtés pour avoir «troubé l'ordre social». Sous pression, les autorités ont assuré que le projet n'était pas confirmé et ont promis que des audiences publiques seraient tenues. En mai, mobilisation semblable de la rue contre des projets d'incinérateur dans la ville de Wenzhou, dans le centre du pays, et dans le district de Yuhang, dans l'est. Là encore, les projets ont été «suspendus» devant l'opposition publique — en comptant qu'elle pourrait être amadouée plus tard.

Un autre dossier écologique brûlant touche à la production de paraxylène (PX), une substance toxique qui entre dans la fabrication de textiles de polyester et de bouteilles de plastique. La Chine est, depuis 2010, le plus grand producteur de PX au monde, ainsi que son plus grand consommateur. Des projets de construction de complexes pétrochimiques de PX ont été lancés dans plusieurs grandes villes, avec à la clé protestations et affrontements avec la police. Comme à Maoming, dans le sud, cœur industriel du pays, où des manifestations ont eu lieu au printemps et contre lesquelles la propagande officielle a lancé sa machine en faisant valoir que le PX était «un élément important de l'édification d'une vie heureuse» et qu'il «n'était pas plus cancérigène que le café».

Dans un pays politiquement opaque, aux prises avec de graves problèmes de qualité de l'air et d'eau potable, la détérioration de l'environnement est un enjeu devant lequel un grand nombre de Chinois ont compris qu'ils ne pouvaient pas faire l'autruche. Tous ces soulèvements populaires sont la partie visible de l'iceberg d'un activisme qui s'amplifie. Dans un sondage réalisé l'année dernière par l'Université Jiao Tong de Shanghai, près de 80% des répondants ont estimé que la protection de l'environnement devrait avoir préséance sur le PIB.

Les dirigeants chinois n'ont cure de ces urgences. Le président Xi Jinping a décidé de ne pas aller au sommet de l'ONU sur les changements climatiques, où sont attendus une centaine de chefs d'État et de gouvernement. Le premier ministre indien, Narendra Modi, chef de l'autre grande puissance asiatique émergente et polluante, n'y ira pas non plus. Ni d'ailleurs notre négationniste Stephen Harper... N'est-il pas partout minuit moins cinq?

PROTECTION DE L'EAU POTABLE

Les apparences

Le constat est si cinglant qu'il faut lui porter attention: vendredi, cinq scientifiques indépendants ont rendu publique leur analyse du Règlement sur le prélèvement des eaux et leur protection. Vingt-cinq pages qui se rassemblent en un mot: «mystification».

La lecture de leur rapport nous amène derrière les apparences d'une annonce qui, lorsqu'elle a été faite en juillet dernier, n'a pas suscité de hauts cris. Certes, le gouvernement libéral ne répondait pas à toutes les demandes en présentant son règlement de protection de l'eau potable face aux velléités de forage de l'industrie pétrolière, mais au moins des normes étaient fixées. Et si les 500 mètres de distance dorénavant exigés entre un site de forage et un puits artésien étaient bien en deçà des 2 kilomètres adoptés par 80 municipalités du Québec, la norme était l'une des plus sévères en Amérique du Nord, disait le ministre de l'Environnement, David Heurtel.

En décortiquant le règlement entré en vigueur à la mi-août, le collectif de scientifiques en dégage toute la poudre aux yeux. Ainsi, on encadre la profondeur des forages faits à l'horizontale, sans souligner que des extensions verticales pourraient s'y greffer, en plein dans la zone tampon. De même, la définition de ce qu'est une fracturation ne comprend plus le fait d'«élargir des fissures déjà existantes» que l'on retrouvait dans le projet de réglementation du gouvernement péquiste.

Le gouvernement aurait pu aussi attendre le rapport du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement, qui se penche actuellement sur le gaz de schiste, avant de trancher, mais il était pressé. Le règlement est «manifestement improvisé pour une application urgente à Anticosti et à Gaspé», dit le groupe. De fait, l'entreprise Junex prévoit quatre forages en Gaspésie cet automne, alors que Pétrolia doit procéder au forage du puits Haldimand 4, à Gaspé, en octobre. Et Québec affiche clairement son préjugé favorable envers l'industrie pétrolière.

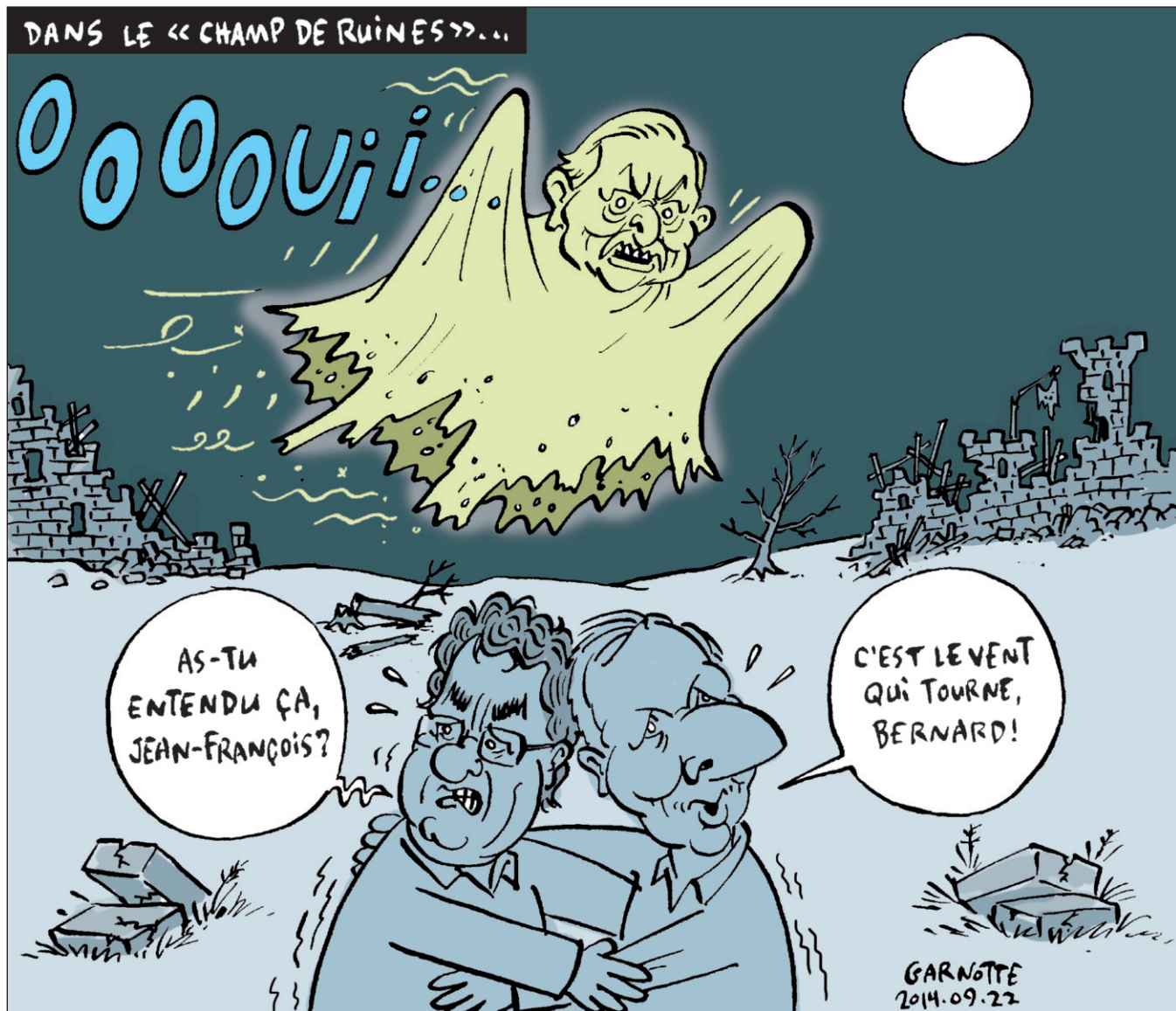
Il le redisait d'ailleurs vendredi, dans un communiqué faisant état de la mise en place d'une «unité de vigilance permanente sur les hydrocarbures». Son mandat: «établir un canal de communication efficace avec les promoteurs d'infrastructures pétrolières et gazières». Son objectif: que l'information touchant la sécurité des gens et la protection de l'environnement soit bien transmise aux communautés concernées. Son premier mandat: l'inversion du flux pétrolier de l'oléoduc 9B appartenant à Enbridge.

Notre constat: les mots se veulent à nouveau très rassurants. Notre question: le flux de ce «canal de communications» sera-t-il vraiment dirigé vers les citoyens ou coulera-t-il en faveur des compagnies pétrolières? Vu ce que l'on sait, il est permis de douter.

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910 > FAIS CE QUE DOIS !

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
Rédactrice en chef JOSÉE BOILEAU
Vice-présidente, développement CHRISTIANNE BENJAMIN
Vice-présidente, ventes publicitaires LISE MILLETTE
Directeur des finances STÉPHANE ROGER
Directrice de l'information MARIE-ANDRÉE CHOUINARD
Adjoints PAUL CAUCHON, LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU, DOMINIQUE RENVY, LOUISE-MAUDE RIOUX SOUCY
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
Directeur de la production CHRISTIAN GOULET



LETTRES

La souveraineté reste à expliquer, M. Lisée

Monsieur Jean-François Lisée, après vous avoir entendu à l'émission *Deux hommes en or* il y a quelques jours, alors que vous disiez que la population québécoise sait très bien de quoi il retourne lorsqu'il est question de souveraineté, je me suis dit que vous faisiez fausse route. Plusieurs ignorent les tenants et aboutissants d'une telle démarche. Pourquoi donc? Parce que personne ne le leur a expliqué.

Si, à l'instar de Jean-Martin Aussant, vous admettiez qu'une réelle pédagogie de la souveraineté reste à faire, je vous suivrais sans doute, car je me dirais qu'enfin, les campagnes de peur ne fonctionneraient plus auprès de tous ces gens que des fédéralistes menacent d'instabilité économique et de perte de leurs droits linguistiques. Je me dirais qu'enfin, de réels échanges pourraient avoir lieu sur le projet de société dont nous rêvons. Je me dirais que les mots indépendance, souveraineté et république ne seraient pas prononcés du bout des lèvres, malencontreusement.

Être transparent sur la tenue ou non d'un référendum n'est pas suffisant, Monsieur Lisée. Il faut y croire. Mettre l'idée en avant. La faire belle et inspirante pour les gens de toute classe sociale, de toute origine. Qu'elle soit l'objet de discussions de salon. Qu'elle

soit au cœur d'une entrevue de fond présentée à la télévision et pas seulement dans une entrevue écourtée de trois minutes. Les gens n'attendent qu'un dirigeant inspiré et inspirant pour lui emboîter le pas. Entre la transparence (ce que vous proposez) et quelque chose comme l'espoir, la démonstration et l'audace, mon choix est clair. Il me semble que l'heure est à l'humilité; les onistes et les péquistes devraient s'unir et revoir ensemble leur plan de match. Un plan séduisant. Le travail de vulgarisation de René Lévesque est à refaire, Monsieur Lisée. Et ne dit-on pas que la connaissance libère?

Geneviève Bernèche
Saint-Paul, le 17 septembre 2014

Ce gouvernement est illégal

Personne au Québec n'a donné le mandat au Parti libéral, en avril dernier, de saccager l'État et ses services publics, comme s'approprient à le faire Couillard et ses ouailles. Qui plus est, un gouvernement qui abandonne lâchement ses municipalités et ses citoyens à des poursuites judiciaires intentées par des entreprises privées n'a plus la légitimité morale de gouverner. On doit donc par tous les moyens destituer ce gouvernement illégal du pouvoir. Si le référendum révocatoire n'existe pas encore au Québec, il faudra que la rue l'invente.

Marc Beaudoin,
Val-d'Or, le 17 septembre 2014

Harper, l'humoriste

Le premier ministre Stephen Harper ne manque décidément pas d'humour. Quelques heures avant le référendum écossais, il a affirmé que si le camp du Oui l'emportait, l'intérêt global, de même que les intérêts qui unissent le Canada et le Royaume-Uni en souffriraient. Poussant le trait d'humour plus loin, il a évoqué les enjeux de terrorisme, d'échanges commerciaux, l'épidémie d'Ebola et le changement climatique. Le changement climatique... Elle est quand même formidable, celle-là!

Comme si la souveraineté du peuple écossais allait nuire au climat et causer la fonte des glaciers. Plus encore, comme si M. Harper avait moindrement à cœur l'environnement alors que son gouvernement a démantelé des décennies d'efforts environnementaux par divers projets de loi omnibus. Faut-il aussi rappeler que Canada s'est retiré en 2012 du protocole de Kyoto et qu'il encourage généreusement les controversés sables bitumineux? Ce faisant, entendre M. Harper, dans toute sa splendeur et son sérieux, évoquer l'enjeu du changement climatique, tient de l'audace loufoque. On imagine les journalistes ayant recueilli les propos du premier ministre s'empêcher de pouffer de rire devant telle absurde plaisanterie.

Étienne Boudou-Laforce
Sherbrooke, le 18 septembre 2014

LIBRE OPINION

Les difficultés de la sécession en démocratie

STÉPHANE DION

Député libéral fédéral de Saint-Laurent-Cartierville

Presque toutes les démocraties se déclarent indivisibles. On y considère qu'on ne peut enlever un citoyen, contre leur gré, leur appartenance au pays. Au Canada et au Royaume-Uni, on raisonne différemment: on estime que l'unité du pays ne peut reposer que sur le désir de demeurer ensemble.

Il reste qu'un référendum d'autodétermination n'est pas un exercice plaisant. On a prétendu que la campagne référendaire écossaise s'était mieux déroulée que ce que nous avons vécu en 1980 et en 1995. En fait, une enquête d'opinion montre que près de la moitié des électeurs du Non se sont sentis «personnellement menacés». Des politiciens du Non ont dû interrompre leurs discours tant ils se faisaient chahuter. Les enquêtes rapportent des tensions dans les familles, entre amis, au travail. Des institutions ont été intimidées, des entreprises menacées de boycottage.

Comme chez nous, le débat a été ardu en raison du clivage identitaire: les sondages montrent que l'appui au Oui a été plus fort chez les électeurs dont les deux parents étaient écossais.

Comme chez nous, les leaders du Oui ont dénoncé comme une campagne de

peur les mises en garde contre les perturbations économiques inévitables qui accompagneraient le processus de sécession. Mais en fait, il peut être rationnel pour des agents économiques de vouloir investir ailleurs que dans une région sécessionniste, comme il est rationnel pour le pays originel de ne pas offrir au nouveau pays de siège à sa banque centrale, ou pour l'Europe de poser au nouveau pays ses conditions d'adhésion.

La fierté ou la peur

En Écosse comme au Québec, les leaders du Oui ont défini l'enjeu du référendum comme un choix entre la fierté et la peur. Comme chez nous en 1995, les leaders écossais du Non ont tardé à répondre qu'un vote pour le Non, c'est aussi un vote de fierté: il y a tout lieu de se montrer fier de l'essentielle contribution des Québécois à l'essor du Canada, et des Écossais à celui du Royaume-Uni, deux pays enviés dans le monde entier.

La négociation d'une sécession n'a jamais été tentée en démocratie bien établie. Scinder un État moderne et démocratique serait une tâche colossale. Il faudrait agir dans le respect des droits de tous, dans le cadre juridique du pays, comme l'a confirmé notre Cour suprême. La négociation en Écosse aurait été lancée sans le risque d'une séces-

sion unilatérale, entreprise impraticable en démocratie.

La sécession de l'Écosse soulèverait moins de problèmes pratiques que celle du Québec, ne serait-ce qu'en raison de sa taille relativement plus petite et de sa position géographique décentrée. Mais elle se heurterait quand même à une foule de difficultés: renégociations d'ententes, transferts de fonds, de lois, de fonctionnaires, etc. Le gouvernement écossais se donnait 18 mois pour y arriver, délai jugé trop optimiste par le gouvernement britannique. Cette négociation était toutefois mal partie, le premier ministre écossais menaçant déjà de ne pas payer sa part de la dette, geste irréaliste et irresponsable.

Les négociateurs auraient été placés dans une situation impossible si la majorité avait retiré son appui à la sécession à mi-chemin du processus. Il vaudrait mieux qu'une rupture aussi existentielle et irréversible ne soit négociée que sur la base d'une majorité claire, qui risquerait moins de fondre face aux difficultés. Une claire majorité: c'est la règle qui prévaudrait au Canada pour s'engager dans de telles négociations. Heureusement pour tous.

Et plus heureusement encore, nous Québécois, avons dit et répété que nous voulions demeurer de fiers Canadiens.

LE TRAITÉ DE PARIS À QUÉBEC

L'autre document significatif de l'après-1759

Il aurait été intéressant d'exposer la fameuse Déclaration sur les dettes du Canada

SOPHIE IMBEAULT

Éditrice et historienne

Le 10 février 1763, un traité de paix est signé à Paris. Il met fin à une guerre qui a embrasé le monde pendant non pas sept, mais bien neuf ans. Si le conflit trouve sa conclusion autour d'une table réunissant les diplomates français, anglais, espagnols et portugais, l'Amérique est directement concernée. Les Anglo-Américains et les Canadiens se sont affrontés depuis 1754 pour la défense de leur patrie. L'article 4 du traité cède le Canada à la Grande-Bretagne.

Pour la population française dispersée en Amérique, le choc est brutal. Ces quelque 90 000 personnes devront décider si elles veulent rester ou partir. Mais, à court terme, un autre document, signé le même jour, est plus important à leurs yeux. Au lendemain d'une guerre, l'argent est vital pour se procurer le strict nécessaire, pour reconstruire les maisons, bref pour survivre.

Dans une déclaration tenant sur une page, César Gabriel de Choiseul-Praslin, secrétaire d'Etat des Affaires étrangères, s'engage à payer tous les billets et lettres de change pour les fournitures faites aux troupes françaises par les Canadiens, car «*Sa Majesté très chrétienne [est] très disposée à rendre à chacun la justice qui lui est légitimement due*». Cela, dans un délai raisonnable. Les Canadiens, mais aussi les marchands français et britanniques, les Acadiens et les Amérindiens qui en possèdent, poussent un

profond soupir de soulagement.

Une dette énorme

En étudiant le sort du papier du Canada, qui comprend monnaie de cartes, certificats, ordonnances et lettres de change, on découvre que les Canadiens ont en bonne partie financé la guerre. Le processus de règlement sera long et complexe et aboutira à d'immenses pertes financières pour les porteurs à chacune des étapes. Une de ces étapes consiste, pour la Cour de France, à établir le montant de ses créances. Elle nomme la commission Fontanieu à cette fin.

Pour les Canadiens, près de trois ans ont passé depuis le départ des troupes, l'inquiétude est palpable. Des pétitions et des mémoires sont adressés aux ministres pour connaître le sort de cette monnaie. Deux séries successives de déclarations des détenteurs de papier monnaie sont effectuées au Canada en 1763 et 1764. La dette est énorme : 83 millions de livres pour fournitures et dépenses effectuées dans la colonie.

Comment en est-on arrivé là? Le numéraire a toujours été rare en Nouvelle-France. Les autorités émettent donc de l'argent de papier. L'ensemble de la société en détiend, des enfants mineurs en passant par les officiers nobles. Les déclarations dressent le portrait fascinant d'une population à la fin du Régime français, des mouvements de l'armée, des traces des batailles. Plusieurs sont dits absents du pays, présentement en France ou réfugiés.

Effort de guerre

Voici divers cas parmi les 3500 déclarations produites dans la colonie : François Montanbaux, un habitant de Deschambault, et le négocier

Jean Taché ont effectué plusieurs voyages et vendu des fournitures pour le service. Taché souligne que cela a eu lieu en 1759 alors que l'armée française était au fort Jacques-Cartier puis à la bataille de Sainte-Foy en 1760.

Des habitants des seigneuries de Beaumont et de Sainte-Croix se sont départis d'un cheval pour la cavalerie, d'autres de Sainte-Famille et de Charlesbourg, des animaux pour subvenir aux besoins de l'armée. Vincent Rioux, de Trois-Pistoles, a vendu un bœuf aux hommes du détachement de Boishébert le 11 juillet 1759 et Pierre Bernard, de Lotbinière, des vivres au camp de Miramichi le 2 juin 1760.

La nourriture est rare, mais il faut approvisionner les troupes. On manque de tout. La veuve Ange Dion, de l'île Verte, a servi plusieurs repas à des officiers de L'Aigle et fourni le transport pour les courriers employés au service. D'autres ont donné du temps au roi et à son armée. C'est le cas des enfants de la veuve Chenevert et de Pierre Mercure, capitaine de milice, qui a travaillé 270 jours au fort Jacques-Cartier.

Certains métiers, tels que les charpentiers, voiliers, chirurgiens et forgerons, sont mobilisés. Bernard Planté, de Pointe-aux-Trembles, et Bernard Dubergé, de Saint-Thomas, ont donné heures et médicaments comme chirurgiens pour les hôpitaux militaires et ambulants. Le forgeron Jean-Baptiste Paquet, de Québec, a effectué des ouvrages de forge pour l'artillerie en 1759 et Liévin Fournier, habitant des Ecureuils, a loué sa forge et fourni du charbon.

Les communautés religieuses détiennent de fortes sommes en argent de papier. C'est le cas des religieuses de l'Hôpital général de Québec, qui ont soigné les blessés en plus de fournir des

marchandises à l'armée, tandis que la fabrique de l'église de Cap-Santé procurait du bois de charpente, des planches et des madriers pour la construction du fort Jacques Cartier.

Remboursement

Ce ne sont là que quelques exemples de l'effort de guerre des Canadiens. Comment s'en sortent-ils face aux Britanniques qui peuvent payer comptant des seigneuries, des maisons? Antoine Rode, crieur public à Québec, est l'un de ceux qui se voient obligés de vendre sa maison. Il a accepté en contrepartie 12 000 livres en ordonnances et 24 piastres en espèces. On comprend son inquiétude, il risque de tout perdre si le roi ne rembourse pas.

La France a-t-elle honoré son engagement? Trop peu trop tard. Tergiversations, formation d'une commission, arrêts multiples, revirements, la Cour cherche visiblement à gagner du temps pour finalement rembourser, mais si peu. À l'occasion de la venue du traité de Paris à Québec, il aurait été intéressant d'avoir la fameuse Déclaration sur les dettes du Canada relative à l'article 4 du traité définitif qui a tant rassuré les Ange Dion, Pierre Mercure et Jean-Baptiste Paquet. Étonnamment, l'original semble avoir disparu, mais une copie subsiste aux archives de La Courneuve.

Cet épisode douloureux que fut le règlement des papiers du Canada n'est qu'une des nombreuses conséquences que subissent les Canadiens après la cession. La déclaration n'est pas un simple document de quelques lignes, elle a entraîné la production de milliers de pages. Ultimement, il a donné de l'espoir à une population qui voulait continuer à vivre, même si ce devait désormais être sans la mère patrie.

Alors, on fait quoi au juste?

Une démarche possible pourrait être lancée par une résolution à l'Assemblée nationale

CLAUDE MORIN

Ancien ministre des Affaires intergouvernementales du Québec

Extrait du livre *Je le dis comme je le pense (Boréal) qui paraîtra mardi.*

Pour tout gouvernement du Québec, tolérer les conséquences du coup de force de 1980-1981 — par lassitude ou parce qu'il s'imaginerait désarmé devant elles — équivaudrait à renoncer à défendre les positions soutenues par ses prédécesseurs depuis des décennies, et ne rien entreprendre d'original pour redresser la situation reviendrait à abdiquer devant la conception trudeauiste du Canada.

Pour débloquer les choses, il serait vain de miser sur une initiative qui viendrait d'Ottawa ou du reste du Canada. Vain également, on l'a compris, de compter sur un référendum gagnant qui aurait la souveraineté pour thème. Est-ce à dire que le Parti québécois, de retour au pouvoir, serait pour autant condamné à attendre que, grâce à son militantisme ou à quelque crise, les conditions deviennent propices à l'organisation d'un nouveau référendum? Nullement. Si, comme je l'ai dit plus haut, la souveraineté est et doit demeurer le moyen privilégié du PQ pour atteindre l'objectif que constitue l'épanouissement de l'identité québécoise, il ne s'ensuit pas que l'impossibilité présente de recourir à ce moyen le prive automatiquement de tout autre.

Chez un gouvernement péquiste, la passivité et le renoncement seraient incompréhensibles, inouïs. Pour s'épargner un combat qu'il détesterait devoir livrer au sein du régime, il donnerait tacitement sa caution à une perfidie dont il a pourtant été le premier à condamner, avec Dieu sait quelle vigueur, l'impact délétère! Ce serait décidément insensé.

En arrière-plan, il y a également la mondialisation en cours qui tend à niveler les différences nationales. Faudrait-il la subir avec résignation chez nous parce qu'un gouvernement péquiste aurait décidé qu'il n'y a rien à faire, sauf accéder à la souveraineté qui, pour le moment, ne se profile hélas pas à l'horizon?

De plus, à la mode dans nos milieux branchés — équivalents de la «gauche caviar» en France —, un certain snobisme, avatar de la rectitude politique, tient pour périmée l'idée de nation et pour «ringard» le besoin d'affirmer la spécificité québécoise, de la défendre et de la renforcer. Quant au multiculturalisme dans son sens canadien, il est devenu une norme morale, presque religieuse, que l'on oppose volontiers et en toute bonne conscience aux aspirations québécoises.

À quoi il faut joindre l'idéologie capitalarde des bonnetnistes et des prosélytes postmodernes de la dilution nationale, qui considèrent en fait que la tolérance envers l'Autre doit se traduire chez nous par la bonasserie et, pourquoi pas, par l'autoflagellation. Règle qui ne vaut que pour les Québécois «de souche», naturellement racistes, bien entendu, et bornés. Aucun peuple



ALAIN RENAUD LE DEVOIR

Claude Morin et René Lévesque lors du congrès du Parti québécois de 1974, ayant comme thème «Le Québec, ça vaut le coup!».

ailleurs au monde n'est ainsi invité à être discret au point de s'effacer. Nous sommes chez nous au Québec, mais, selon la vision désincarnée de nos cosmopolites du cru et autres conquis contents, cela ne devrait pas trop paraître!

On est porté à se demander à la blague quelle sorte d'acte épouvantable nous aurions commis comme peuple — ou aurions le sombre dessein de commettre — qui puisse exiger notre repentir d'exister, auquel se lierait, pour faire bonne mesure, notre résolution rédemptrice de nous éclipser en silence.

Démarche possible

Les considérations développées jusqu'ici mènent à une démarche dont les modalités exactes dépendraient, comme il se doit, de la conjoncture.

L'Assemblée nationale approuverait une résolution qui expliquerait brièvement pourquoi aucun gouvernement québécois n'a ratifié la Constitution imposée au Québec en 1982, évoquerait les tentatives ultérieures visant à corriger la situation ainsi créée (l'Accord du lac Meech et l'Accord de Charlottetown), rappellerait les prises de position sur la nation québécoise votées à Ottawa et à Québec dans les années qui suivirent et préciserait que la résolution est conforme à la procédure suggérée par la Cour suprême.

La résolution présenterait ensuite la liste des éléments qui seraient de nature à réparer le gâchis du «rapatriement». On peut penser que ces éléments s'apparenteraient à ceux qui ont été mentionnés dans la nomenclature présentée plus haut.

La résolution adoptée, le gouvernement du

Québec la transmettrait formellement au gouvernement fédéral. De concert avec l'Assemblée, il évaluerait le résultat des pourparlers qui s'ensuivraient.

En cas de retard indu ou de refus fédéral sous un prétexte quelconque, interviendrait alors la volonté des Québécois eux-mêmes, comme citoyens, pas seulement celle de leur Assemblée nationale. Le gouvernement soumettrait à un référendum une proposition globale qui, émanant de la résolution déjà votée, référerait à la totalité ou, selon les circonstances, à plusieurs des éléments nécessaires à une authentique reconnaissance constitutionnelle de la nation québécoise. La question référendaire pourrait ressembler à ceci : Approuvez-vous la proposition sur (tel sujet) votée par l'Assemblée nationale?

Le référendum pourrait se tenir après un délai raisonnable suivant la transmission de la résolution à Ottawa. Il existe cependant une autre possibilité. Elle éviterait une campagne référendaire à l'intérieur d'un mandat gouvernemental au cours duquel des dossiers importants (santé, éducation, économie, finances publiques) exigent l'attention des élus. Moyennant une modification de la Loi sur la consultation populaire, le référendum pourrait coïncider avec la campagne électorale ou le gouvernement demanderait le renouvellement de son mandat. La simultanéité élection-référendum se pratique déjà dans d'autres pays. Une double consultation accroîtrait certainement la participation populaire, tant à l'élection qu'au référendum, à un moindre coût pour les deux ensemble que s'ils étaient séparés dans le temps.

Il va de soi que l'obligation de négocier induite par la Cour suprême ne signifie pas qu'elle mènerait inmanquablement à un accord. La suite dépendrait de la réaction des Québécois au déroulement des événements. Actuellement, le Parti québécois ne peut pas entreprendre la démarche décrite ici, mais il pourrait l'ajouter à son programme.

Pour certains, cette démarche paraîtra, à première vue, se situer dans le prolongement des essais passés de négociations constitutionnelles globales, toutes infructueuses et exaspérantes, j'en sais quelque chose. À première vue, peut-être. À la réflexion, pas du tout. Elle serait au besoin fondée sur l'approbation préalable et vérifiable de la population, ce qui n'a jamais été le cas auparavant.

À défaut d'une souveraineté prochainement réalisable, il faut, pour consolider et manifester l'identité nationale qui caractérise le Québec, se tourner vers les moyens encore disponibles. D'où la nécessité, non seulement pour le PQ, mais pour l'ensemble des Québécois, de s'orienter vers un projet qui, à lui, l'avantage de convenir d'emblée à une forte proportion d'entre eux, même s'il déplairait à Ottawa et au reste du Canada : la reconnaissance explicite de la nation québécoise dans la Constitution canadienne. Un tel projet collerait à la tendance la plus lourde de notre société, sa conscience de former une nation. La réalisation du projet annulerait, en ce qui la touche, les séquelles néfastes du coup de force de 1980-1981 tout en gardant l'avenir ouvert. On passerait des belles paroles sur la nation québécoise à des actes qui leur donneraient un effet concret.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

RÉDACTION Antoine Robitaille (éditorialiste, responsable de la page Idées), Jacques Nadeau (photographe), Michel Garneau (caricaturiste); information générale : Isabelle Paré (chef de division), Caroline Montpetit (affaires sociales), Lisa-Marie Gervais (éducation), Alexandre Shields (environnement), Amélie Daoust-Boissvert (santé), Pauline Gravel (sciences), Fabien Deglise (société), Jean Dion (sports), Mélanie Loiselle et Philippe Orliac (reporters); information politique : Marco Fortier (chef de division), Michel David (chroniqueur), Héliane Buzzetti et Marie Vastel (correspondantes parlementaires à Ottawa), Marco Bélair-Cirino et Robert Dutsiac (correspondants parlementaires à Québec), Jeanne Corriveau et Brian Myles (affaires municipales, Montréal), Isabelle Porter (affaires municipales, Québec), Guillaume Bourgault-Côté (reporter); Véronique Chagnon et Louis Gagné (pupitre); information culturelle : Catherine Lalonde (responsable du cahier Livres), Odile Tremblay (cinéma), Stéphane Baillargeon (médiat), Frédérique Doyon et François Lévesque (reporters), Julie Carpentier (pupitre); information économique : Gérard Bérubé (chef de division), François Desjardins, Éric Desrosiers, Jessica Nadeau et Karl Retino-Parazelli (reporters), Gérald Dallaire (pupitre); information internationale : Serge Truffaut (éditorialiste), Claude Lévesque et Guy Taillefer (reporters); Jean-Pierre Legault (pupitre international, page éditoriale et cahier Perspectives); section art de vivre : Diane Précourt (responsable des cahiers Week-end et Plaisirs), Emilie Folie-Boivin (pupitre); Benoît Mungler, Philippe Papineau et Geneviève Tremblay (pupitre); Martin Blais, Sophie Chartier et Florence Sara G. Ferraris (assistants); correction : Andrée Bédard, Christine Dumazet et Michèle Malenfant; soutien à la rédaction : Amélie Gaudreau (secrétaire); Laura Pelletier et Arnaud Stopa (commis); DOCUMENTATION Gilles Paré (directeur), Manon Derome (Montréal), Vanessa Racine (Ottawa), Dave Noël (Québec); PUBLICITÉ Edith Caron (adjointe); Jean de Billy, Jean-François Bossé, Marlene Côté, Evelyne De Varennes, Amel Elimam, Nathalie Jobin (par intérim), Claire Paquet, et Chantal Rainville (publicitaires); Sylvie Laporte (avis légaux), Amélie Maltais (coordonnatrice), Laurence Hémond (secrétaire); PRODUCTION Olivier Zaida (directeur adjoint), Michel Bernatchez, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin et Nathalie Zematits; INFORMATIQUE Yanick Martel (administrateur web), Imane Boudhar (analyste programmeur), Hansel Matthews (technicien informatique); PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE Geneviève O'Meara (coordonnatrice des communications et de la promotion), Maxime-Olivier Leclerc (coordonnateur du service à la clientèle), Manon Blanchette, Nathalie Filion, Marie-Lune Houde-Brisebois, Isabelle Sanchez; ADMINISTRATION Olena Bilyakova (responsable des services comptables), Claudette Béliveau (adjointe administrative), Claudine Chevrier, Florentina Draghici, Céline Furoy et Véronique Pagé.

ACTUALITÉS

CINÉMA

SUITE DE LA PAGE 1

intéressées. Les participants (hommes, femmes entre 25 et 59 ans) ont été recrutés au sein de deux catégories: «actifs à la maison» et «branchés/superconsommateurs», spectateurs d'au moins un film et une série par semaine sur une plateforme ou l'autre.

«Compte tenu de la nature qualitative de cette étude, les résultats obtenus ne peuvent être généralisés, y lit-on, cependant la convergence des opinions sur plusieurs sujets permet d'identifier des tendances lourdes.» Le panorama dessiné ici est une complète mutation par rapport aux habitudes cinématographiques de jadis.

Un kaléidoscope d'écrans

Films et séries sont d'abord regardés à des fins de divertissement et de relaxation (Hollywood à la cote), plutôt que de réflexion et d'intérêt stylistique, le film dit cérébral devenant peu à peu, hé-

las, un «produit de niche». Mais les nouvelles technologies permettent de voir davantage de films et de séries qu'il y a deux ans. Regarder les uns et les autres demeure une des principales activités de loisir au pays.

On le savait déjà: l'industrie québécoise se porte mieux que son pendant canadien (sentiment d'appartenance, star-système maison, etc.). Reste qu'au sein de tous les groupes rencontrés, au Québec comme ailleurs, sauf chez deux ou trois individus grands cinéphiles, la quasi-totalité des films est regardée à la maison. Les sorties cinéma se réduisent à une fois par mois, voire tous les deux ou trois mois, souvent réservées aux grandes productions avec effets visuels et sonores, les consommateurs ayant, semble-t-il, atteint un point de rupture en ce qui a trait au coût, jugé de plus en plus élevé, d'une sortie en couple ou en groupe.

Si la télévision est préférée aux ordinateurs et aux tablettes, pour sa taille et sa qualité de diffusion, un autre écran est utilisé quand le principal est déjà accaparé au foyer.

Fait étonnant: la bande-annonce constitue la pre-

mière source de référence pour choisir le film à voir, le bouche à oreille orientant d'abord la sélection d'une série. L'humour (l'envie ce soir-là d'une comédie, d'un film d'action, etc.) détermine aussi le choix d'un film, le fait qu'on le voie seul ou avec d'autres change la donne, le buzz autour de l'œuvre entre en compte. D'autres critères, comme les avis sur Facebook, le bouche à oreille, les critiques sur les sites Web et médias traditionnels, les acteurs en vedette, le scénario participent à l'ensemble complexe des mobiles à la clé. Le «bon film» serait celui qui fait vivre une émotion ou une expérience, à travers un scénario idéalement peu prévisible. La disponibilité de l'œuvre entre en jeu. Vidéotron, Bell, Rogers et même Netflix (peu présent au Québec) ont intérêt à proposer l'œuvre nationale. Circuler sur pareille autoroute réclamerait une présence promotionnelle accrue, une diversification des produits, les critères commerciaux devenant cruciaux, ce qui inquiète aussi.

Si l'écoute de la télévision en direct demeure indétrônée au chapitre des habitudes de consommation, elle est talonnée de près par une quantité d'autres

véhicules, dont l'enregistreur numérique personnel, le téléchargement gratuit ou sur abonnement, la vidéo sur demande, les chaînes spécialisées, et même le DVD, toujours vivant. La formule avec abonnement plateforme d'usage illimité est de loin préférée à un format «à la pièce» ou gratuit avec encarts publicitaires, ces repoussoirs suprêmes.

«Dans cette ère de médias sociaux et d'information instantanée, les productions à petit budget doivent plus que jamais se démarquer, soit par la qualité de l'œuvre, soit par leur approche créative», lit-on.

Le bouleversement des habitudes de consommation dans le secteur de l'audiovisuel est bel et bien en cours, pour le meilleur et pour le pire. Cette étude est vouée aux réseaux internes des preneurs de décisions, qui pourraient ou non menacer plusieurs cinémas et des œuvres fragiles qui donnent à penser plus qu'à divertir. Les institutions, prudentes, entendent pour l'heure conserver un devoir de réserve devant les opinions et les constatations exprimées ici. Mais pour combien de temps?

Le Devoir

MARCHES

SUITE DE LA PAGE 1

jectif commun de pousser les responsables politiques à agir «de manière ambitieuse» contre les changements climatiques, et à prendre de réels engagements d'ici la conférence internationale de Paris en 2015.

Parmi les manifestants à New York, des gens d'importance et quelques célébrités, comme l'acteur Leonardo DiCaprio, tout juste nommé «messager de la paix» de l'ONU, le chanteur Sting, le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, et l'ancien vice-président américain Al Gore. Plusieurs Canadiens avaient aussi fait le trajet jusqu'à New York pour l'occasion, dont plusieurs membres du groupe environnemental Toronto 350 et Steven Guilbeault, d'Équiterre.

Manifestation à Montréal

Au Canada, des rassemblements ont lieu à Toronto, mais également à Montréal, où des milliers de protestataires ont pris les rues d'assaut parapluié au bras dans une grande marche au départ du parc La Fontaine. Sans surprise, des formations politiques réputées plus à gauche et divers syndicats, mais également beaucoup de «simples citoyens», tant jeunes que vieux, anglophones que francophones ont constitué le cœur de ce grand rassemblement pacifique et familial d'après-midi. «On veut préserver la nature», ont dit en chœur Noée et Oriane, deux amoureuses du plein air de 14 ans. Elles se désolent du fait que leurs voix aient si peu d'échos au sein de la classe dirigeante. «Ils sont égoïstes. Ils pensent plus à l'argent qu'à ce que ça pourrait faire à nous, les gens de la planète», a ajouté l'une d'elles.

La députée de Sainte-Marie-Saint-Jacques, Manon Massé, ne s'est pas gênée pour critiquer la surdité des gouvernements en place. «C'est essentiel de se réunir comme on l'a fait quand les gouvernements ne nous écoutent plus», a-t-elle soutenu en entrevue au Devoir. «Philippe Couillard va nous trouver sur son chemin. Cet aplatement devant les pétrolières, c'est totalement inacceptable. [...] Ce qui me choque du gouvernement actuel, c'est que, d'une part, on se pète les bretelles au niveau environnemental et on veut jouer un rôle de leader, mais à quel prix quand on ne s'oppose pas comme on pour-



Le ministre français des Affaires étrangères, Laurent Fabius, la primatologue Jane Goodall, l'ancien vice-président américain Al Gore, le maire de New York, Bill de Blasio, et le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, ont marché ensemble dimanche dans les rues de New York.

rait le faire à TransCanada et compagnie.» Elle n'avait pas non plus de mots tendres à l'endroit du gouvernement fédéral de Stephen Harper. «Ce n'est pas surprenant, il a vraiment pris le parti du pétrole depuis qu'il est à la tête du pays et c'est déplorable. Les Canadiens le jugeront à ses actes».

Alexander Norris, conseiller dans le district électoral du Mile-End pour projet Montréal s'est dit «très préoccupé par la crise climatique». Il est heureux que son parti ait voté contre une motion de l'administration Codere qui laisse entendre que le projet d'oléoduc 9B de l'entreprise Enbridge serait acceptable si certaines conditions étaient réunies. «On est fiers d'être le seul parti municipal qui a voté contre. Nous, on dit non au sable bitumineux sous toutes ses formes, non seulement en raison de la feuille de route peu reluisante en matière de sécurité d'Enbridge, mais également parce que tout projet de ce genre encourage la production

de sable bitumineux», a-t-il ajouté.

D'autres rassemblements

D'autres rassemblements se sont tenus ailleurs au Québec, comme à Tadoussac, où le député péquiste de Jonquière, Sylvain Gaudreault, a participé à une marche pour la protection et la préservation du Saint-Laurent et des espèces qui en dépendent. Québec, Gaspé, Drummondville et Trois-Rivières ont aussi été les hôtes de manifestations locales.

En plus de la mobilisation new-yorkaise, des manifestations étaient organisées partout dans le monde, notamment à Londres, Berlin, Paris, Stockholm, Rome, New Delhi, Melbourne ou Rio de Janeiro: au total, selon les organisateurs, plus de 2700 événements étaient prévus dans 158 pays.

Avec l'Agence France-Presse
Le Devoir

LIVREL

SUITE DE LA PAGE 1

ont des difficultés, nous leur voulons tout le bien du monde, mais nous ne pouvons plus seulement compter sur eux. La diffusion en librairie n'est plus qu'un réseau parmi d'autres pour écouler nos livres.»

À quoi sert le livrel?

Les PUM existent depuis un demi-siècle. Le projet en cours s'inscrit dans un plan triennal pour «démocratiser l'accès au savoir» et «mettre en valeur les connaissances produites au sein de l'université». Seulement, le directeur Del Busso refuse l'idée d'un accès libre en bloc, comme si la diffusion en ligne se faisait simplement avec le transfert d'un livre imprimé vers sa version numérisée.

«On a tendance à simplifier à outrance, dit-il. On pense que le livrel est la copie du livre, la même chose sur un support différent. Nous voyons les choses un peu autrement. Nous pensons que le virage vers le numérique ouvre des portes intéressantes, développe de nouvelles voies pour l'édition. Le numérique n'est pas une menace devant nous: c'est un potentiel extraordinaire pour la diffusion du savoir par plusieurs moyens.»

Plusieurs cas concrets permettent de comprendre cette diversité avec valeurs ajoutées. Le Précis d'anesthésie et de réanimation, ouvrage très technique dirigé par la D^{re} Joanne Guay, est proposé directement en ligne. La version imprimée des œuvres complètes d'Anne Hébert ne contient pas les variantes, disponibles en ligne seulement, avec tout l'appareil critique. De même, quand ce sera à refaire, les quelque 700 pages de contenu enrichi de l'édition critique du petit roman de cent pages Menaud, maître-dra-verneur seront dématérialisées.

«Un bon éditeur universitaire doit continuer à publier des livres. Il doit aussi parallèlement trouver des méthodes qui modifient et enrichissent le contenu. On ne peut pas faire comme si Amazon ou Google n'existaient pas. Au contraire, on doit chercher à utiliser

leurs outils, à la disposition de tout le monde.»

Le numérique influe donc sur le papier en retour. En allégeant les productions, le prix du format imprimé baisse et devient plus attrayant pour tous. «Si on donne en ligne un livre à 100\$, les gens ne l'achèteront pas, évidemment. Mais si on offre un texte à 15\$ avec un appareil critique en ligne, on peut penser que les gens seront prêts à déboursier.»

D2C ou «DCD»...

Un rapport américain sur l'avenir des presses américaines, diffusé à la mi-août, va dans le même sens. Il recommande aux maisons savantes de se comporter comme des éditeurs en ligne, en misant sur la hausse de la fréquentation de leur site. En jargon du métier, il s'agit de passer au D2C (direct-to-consumer) ou de décéder...

Pour l'instant sur les quelque 700 titres du catalogue des PUM, environ 10% sont offerts gratuitement en ligne. Tous les autres se présentent aussi en version numérique avec une stratégie de marketing audacieuse qui réduit leur prix de vente de 50% par rapport au papier. En plus, ces versions à l'ancienne peuvent être publiées pour ainsi dire à la pièce, en tout cas en petites quantités, évitant les tirages de mille ou deux mille exemplaires d'autrefois pour des ouvrages hyperspécialisés en circulation confidentielle.

Seulement, pourquoi s'arrêter là? Pourquoi ne pas tout distribuer en ligne et gratuitement en plus, en open access? Après tout, le contenu des publications universitaires est entièrement soutenu par l'argent public, y compris les salaires des professeurs, alors pourquoi ne pas le lui redonner?

«C'est une question légitime, mais plus complexe, répond le directeur. Nous ne sommes pas entièrement subventionnés par exemple. Les PUM forment une société autonome au sein de l'UdeM. En plus, la fonction éditoriale coûte. Les bons livres se travaillent, ce qui nécessite des fonds. C'est ma conviction profonde: l'ensemble des fonctions de la production éditoriale doivent se financer de différentes manières. Un système entièrement gratuit et sans filet

créerait un chaos inextricable.»

Le modèle inverse, mêlant la numérisation et la marchandisation du savoir, ne semble pas plus attirant. La dématérialisation a permis à quelques compagnies de vendre la production savante de pointe diffusée dans les revues avec comme résultat absurde et choquant que les universités du monde doivent maintenant déboursier des fortunes pour avoir accès en ligne à des informations qu'elles produisent elles-mêmes.

À lui seul, l'éditeur néerlandais Elsevier diffuse plus de 250000 articles par année tirés de 2000 revues. La compagnie fondée en 1887 a généré pour 3,5 milliards de dollars de ventes l'an dernier avec des marges de profit de 39%!

«Les pauvres bibliothèques consacrent tellement d'argent à acheter des articles qu'elles ne peuvent plus acheter autant de livres», conclut Antoine Del Busso. Cette situation absolument scandaleuse ne pourra pas durer indéfiniment. C'est d'ailleurs pourquoi nous sommes associés avec les bibliothèques de l'UdeM dans notre projet pilote de diffusion en ligne. On veut prendre les devants. On veut essayer d'autres modèles de diffusion du savoir.»

Le Devoir

Antoine Del Busso en 5 dates

1955: Arrive au Québec en provenance de la province de Campobasso, en Italie.

1977: Succède à Denis Vaugois à la direction des Éditions du Boréal Express.

1990: Directeur des éditions du groupe Sogides.

1993: Président de l'Association nationale des éditeurs de livres (Anel).

1999: Tout en gardant la direction des Éditions Fides, assume la direction des Presses de l'Université de Montréal.

LE DEVOIR

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h Renseignements et administration : 514 985-3333

La rédaction
Au téléphone 514 985-3333 / 418 643-1541
Par courriel redaction@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-3360

Publicité
Au téléphone 514 985-3399
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305
Par télécopieur 514 985-3390

Avis publics et appels d'offres
Au téléphone 514 985-3344
Par courriel avisdev@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-3340

Petites annonces et publicité par regroupement
Au téléphone 514 985-3322
Par télécopieur 514 985-3340

Abonnements (lundi à vendredi, 7 h 30 à 16 h 30)
Au téléphone 514 985-3355
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 463-7559
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-5967

Agenda culturel

Par courriel agenda@ledevoir.com